

Re: ET MAINTENANT ? |

ART ROCK

2 / 3 / 4 JUIN 2017

SAINT-BRIEUC



FANTASTIC ELEMENTS

METRONOMY / THE KILLS / JULIEN DORÉ / ARCHIVE / DELUXE
LA FEMME / JAGWAR MA / ACID ARAB / THE BLACK ANGELS
CASSIUS / NAIVE NEW BEATERS / ABRA / BERTRAND BELIN
RADIO ELVIS / BOMBINO / THOMAS AZIER / PARCELS
PARADIS / CCN CIE KÄFIG / CIE CARABOSSE / ROCK'N TOQUES...

• DROE VISUEL © NEL KRUG / N'EST REPRÉSENTÉ PAR 1.01.4347 / 2.104.4259 / 3.104.4271 / ASSOCIATION WILD ROSE



Kronenbourg SAS



tsugi



centre national
de la chanson des
variétés et du jazz



SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMÉRATION
La terre, la mer, l'aventure en commun



Côtes d'Armor
le Département



ÉDITO

Le sort en est jeté. Le 7 mai 2017, Emmanuel Macron a remporté largement l'élection présidentielle, après un entre-deux-tours hallucinant de brutalité, de vraies et surtout de fausses nouvelles croustillantes. Alors que la moitié du chemin électoral de cette année est fait, s'ouvre maintenant un nouveau chapitre de l'histoire du magazine que vous vous apprêtez à lire.

Il y a cinq ans, le 6 mai 2012, alors âgé de quelques mois, le magazine Maze faisait sa couverture sur François Hollande, élu quelques heures plus tôt. Au cours d'une campagne exaltante mettant l'accent sur la jeunesse, la « première priorité » du quinquennat, pour faire en sorte que les « enfants vivent mieux que leurs parents », et sur la sanctuarisation de la culture et de son budget, le président alors élu avait suscité curiosité et espoir. Sans commentaire.

Et maintenant ? Les élections législatives du mois prochain permettront de dessiner la vie politique et les orientations du gouvernement au cours de la prochaine législature. La fin de la campagne présidentielle ne marquera la fin de l'engagement des citoyennes et des citoyens, en faveur des causes que nous croyons justes et qui nous dépassent. Tous les cinq ans, les français·e·s élisent une nouvelle personne à la tête de l'État, mais entre ces périodes électorales, tous et toutes ensemble, nous changeons le monde, nous créons, nous innovons, nous développons des solutions qui font jaillir dans le débat public les idées qui inspireront les candidatures partisanes aux échéances électorales de demain.

Baptiste Thevelein

Directeur de la publication et de la rédaction

maze

Le magazine Maze est gratuit et est édité par l'association loi de 1901 Inspira, déclarée le 11 mai 2012 à la sous-préfecture de Cherbourg-Octeville et parue au journal officiel le 26 mai 2012.

Le siège social de l'association est situé au 8 rue Voltaire, 50130 Cherbourg-en-Cotentin. Adresse de gestion : 4 rue Saint-Guillaume, 35000 Rennes.

RNA : W502002188. SIREN : 751793555.

ISSN : 2259-7867. CPPAP : 0920W91947.

Maze Magazine est une marque déposée de l'association Inspira en France et dans d'autres pays.

Le directeur de la publication est Baptiste Thevelein.

L'hébergement du site web maze.fr est assuré par la société Infomaniak Network SA (26, Avenue de la Praille, 1227 Genève, Suisse). Salut à toi qui a pris la peine de lire les mentions légales. Le magazine Maze est le titulaire officiel et exclusif des droits de propriété intellectuelle portant sur son contenu en France et dans le monde entier (sauf mention contraire).

Il est interdit de reproduire et d'utiliser les marques et logos présents sur maze.fr et dans le magazine Maze, de copier, traduire, vendre, publier, diffuser et copier, numériquement ou autre, tout ou partie des informations présentes sur ce site sans autorisation préalable ou mention contraire.

L'association Inspira et le projet Maze Magazine sont soutenus par la ville de Cherbourg-en-Cotentin, le ministère de la culture et la communication, le ministère de la ville, de la jeunesse et des sports et Google.

L'association Inspira et ses projets sont entièrement bénévoles, les comptes arrêtés et les différents documents afférents à la vie statutaire de l'association sont accessibles sur simple demande par email.

Le magazine Maze est régi par des conditions générales d'utilisation et une politique de confidentialité. Vous pouvez consulter ces documents sur maze.fr/legal.

Vous pouvez contacter la rédaction du magazine Maze en utilisant le formulaire disponible sur la page contact du site maze.fr ou par téléphone au 02 22 06 83 29 (prix d'un appel local).

CE MOIS

N° 62

6 La BD du mois

ACTUALITÉ

- 12 Il a 17 ans, étudiant à Sciences Po et sympathisant du FN
- 17 Les 100 premiers jours de la diplomatie Trump
- 22 Longue vie au sexisme ordinaire
- 28 Ecouter les absents : le vote par procuration
- 30 MLP vue depuis l'étranger : entre indifférence et inquiétude
- 32 Les famines, « crises fabriquées des mains de l'homme »
- 36 « Salle de shoot »
- 40 Au fait, ça marche comme la Vè République ?
- 42 Elections présidentielles : une impression de déjà-vu
- 46 S'opposer au Sultan, c'est signer son arrêt de mort

CINÉMA

- 34 « Le procès du siècle » : les affres du déni
- 48 HFR 3D : la révolution cinématographique a eu lieu
- 50 Rencontre avec Marion Jhøaner

ÉCRANS

- 10 Le bras de fer de la honte : TF1 et M6 vs. les FAI
- 38 Newmanity, boîte mail engagée et écofriendly

STYLE

- 20 La permaculture, de l'art de vivre en toute sérénité

LITTÉRATURE

- 26 Voyage dans les contrées polonaises

ART

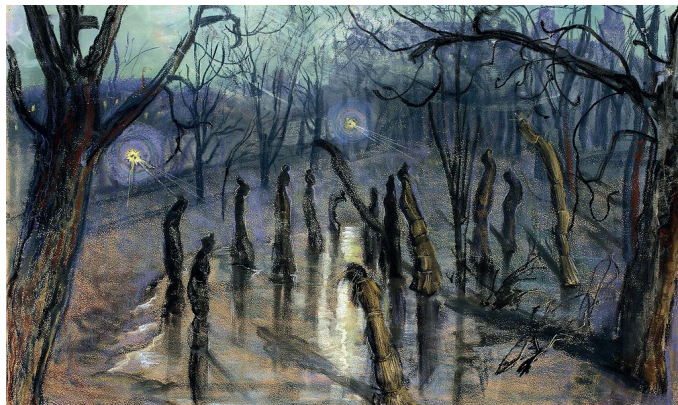
- 52 Théâtre : « L'Âge libre » à la Reine blanche

MUSIQUE

- 24 Rencontre avec Le Bask
- 44 The Blaze - au-delà des codes



20



26



32



50

POURQUOI LA JUSTICE CAUTIONNE- T-ELLE LA FRAUDE FISCALE?

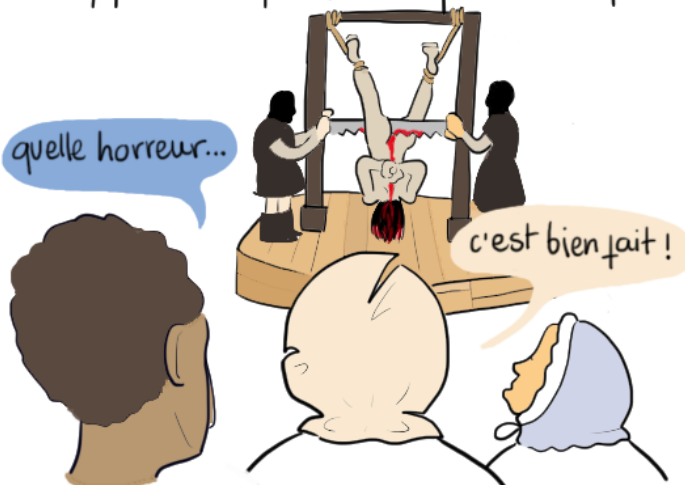
(feat. Michel Foucault)

Aujourd'hui, Michel Foucault va nous expliquer pourquoi les riches vont rarement en prison.



Jadis, la justice en France, c'était un peu n'importe quoi. De temps en temps et un peu arbitrairement, on suppliciait quelqu'un, pour l'exemple.

Enfreindre la loi, c'était porter offense au roi. Alors le roi se vengeait.

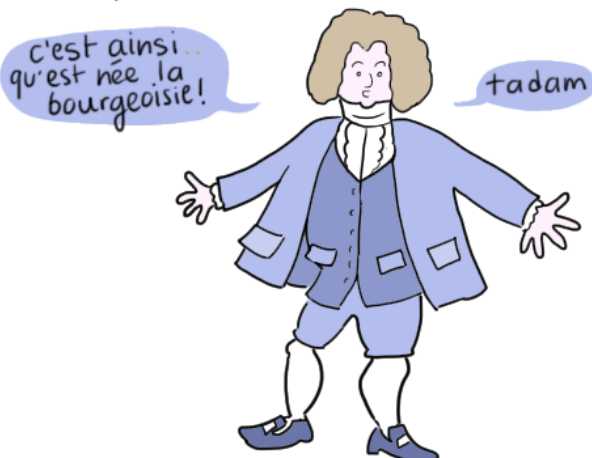


fallait pas me chercher!



Au 18^e siècle, il y a plein de bouleversements sociaux. Les gens se sont mis à gagner plus d'argent et à vivre mieux.

Mais à côté de cette classe aisée, il y avait tout un tas de laissés-pour-compte qui se sont mis à voler de plus en plus, vu qu'il y avait de plus en plus de biens.

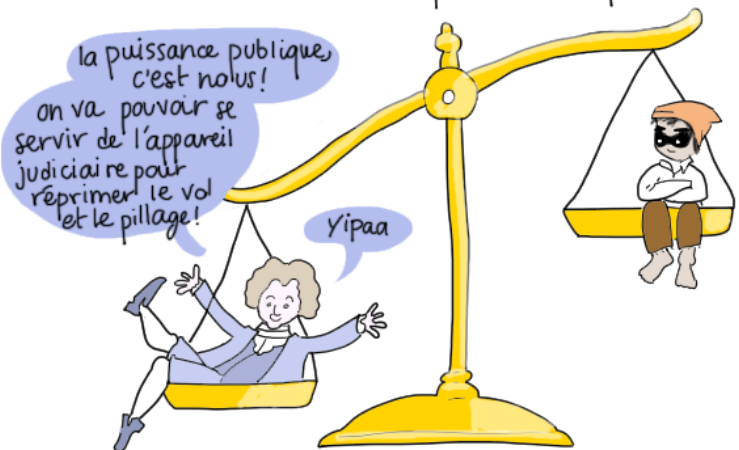


c'est pas juste que ce soient les mêmes qui aient toujours tout.



Du coup, la bourgeoisie s'est rendue compte que pour accaparer les richesses bien comme il faut, elle devait s'organiser et protéger le droit de propriété. Sinon les pauvres allaient tout prendre.

Au même moment, il y a plein de changements politiques (bah ouais ça va mener à la révolution). La justice n'est plus le privilège du roi, mais celui de la "puissance publique".



Yadis, certains faits illégaux étaient tolérés parce qu'ils participaient à la régulation de la société.

Mais la bourgeoisie se rend vite compte que tous ces petits illégalismes empêchent la concentration du capital.

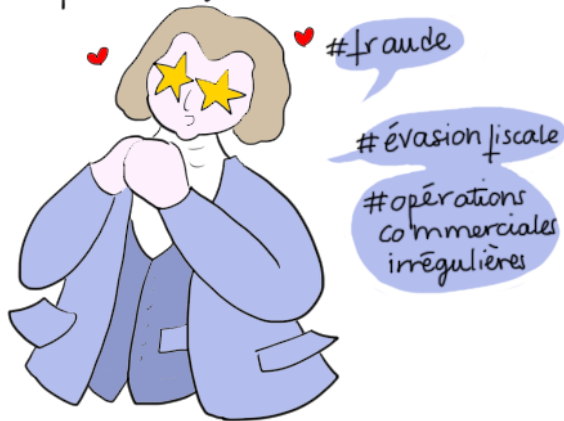


La perception des délits, et surtout le discours sur les délits se mettent à changer. On sépare les délits en 2 catégories

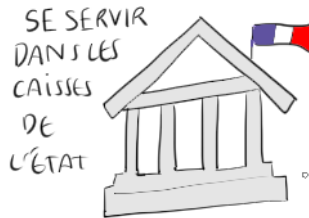
L'illégalisme de biens, c'est celui pratiqué par le peuple: vol, pillage, vagabondage...



La bourgeoisie s'approprie l'illégalisme des droits, c'est-à-dire la possibilité de contourner la loi pour "réguler l'ordre social".



En fait, c'est la même chose sur le fond : s'approprier quelque chose qui ne nous appartient pas.



CAMBRIOLER SON VOISIN

Selon que ça serve les intérêts des riches ou des pauvres, on y répond différemment. On a créé des institutions spéciales riches où c'est presque impossible d'être condamné.

Par contre pour les gens normaux, c'est direction les tribunaux ordinaires.

on parle beaucoup en ce moment de la Cour de "Justice" de la République

de l'immunité parlementaire



tout ça

là par contre c'est facile d'être condamnée



Alors qu'est-ce que nous apprend Richel ?

la justice ne sert pas l'intérêt général, mais l'intérêt d'une classe. elle protège un certain projet de société.

notre justice française s'est construite avec le système capitaliste. elle protège donc les capitalistes.



si on veut que la justice condamne la fraude fiscale, il faut que nous la prenions en main pour faire valoir notre propre idée de ce qu'est une société juste.

parce que y'en a grave marre de se faire prendre par les boloss



SURVEILLER ET PUNIR

lee pour maza

LE BRAS DE FER DE LA HONTE : TF1 ET M6 VS. LES FAI

Depuis quelques semaines, une drôle de guerre a lieu entre TF1, depuis peu rejoint par M6, et les fournisseurs d'accès à internet. Celle-ci est liée au renouvellement des contrats entre ces acteurs et de la volonté des groupes de télévision de faire payer les services qu'ils offrent aux opérateurs afin de rendre plus profitable leur activité.

Dorian Le Sénéchal

TF1 et M6, les deux géants de la télévision française n'en démordent pas, les opérateurs doivent payer pour pouvoir les diffuser. Le conflit en est arrivé à un point où la menace d'une coupure simple et nette est sur la table. Le problème voyez-vous est que l'argument utilisé par les FAI, dans leur refus de payer les dizaines de millions d'euros demandés par les deux groupes, a du sens : TF1 et M6 bénéficient de bandes de fréquences gratuites, pourquoi donc payer pour les recevoir ?

Le problème majeur ici est lié au modèle économique des deux chaînes : elles bénéficient pour une grande partie de leur diffusion de bandes de fréquences qui leur ont été attribuées gratuitement. De plus, elles vendent, on se souvient de cette expression, le « temps de cerveau disponible » de leurs téléspectateurs et téléspectatrices. Comment alors justifier cette demande ? Il serait naïf de croire que ce coût supplémentaire ne serait pas répercuté sur le consommateur. Comment justifier alors qu'une partie de la population reçoive TF1 gratuitement via la TNT et que l'autre doive payer pour la regarder via leur box ? C'est ici que réside tout le paradoxe de cette demande. Le sentiment qui en ressort restant une volonté des groupes télévisuels de réaliser le profit le plus important possible.

Il faut néanmoins bien noter que la balance ne penche pas en la faveur des demandeurs : si l'on regarde la situation actuelle du marché, on peut vite voir l'importante prise de risque de TF1. Avec le développement des offres « Triple Play » où est inclus un décodeur, la dépendance des chaînes TV aux opérateurs s'est faite de plus en plus importante. A l'heure actuelle, les clients d'Orange représentent à eux seuls 20% de l'audience de TF1. Les perdre serait une véritable catastrophe

Le dernier problème est le fait que ni TF1, ni M6 ne soient en mesure de couper leur signal. Leur maîtrise du signal audiovisuel ne se fait que pour leurs applications et la TNT, le signal numérique des boxes est lui géré par les opérateurs qui assurent l'acheminement de celui-ci vers leurs abonnés. Ainsi ces derniers sont les seuls capables de couper ce signal, et bien évidemment, ils se refusent à le faire. Ainsi, TF1 a demandé le 31 avril une coupure partielle de son flux à SFR et Canal. On constate que rien n'a depuis changé. Seule une longue et coûteuse procédure devant le CSA pourrait débloquer cette situation.

À l'heure actuelle, le dialogue semble rompu et chacun semble attendre que l'autre recule. On peut considérer que la partie se joue désormais en faveur des télécoms suite à l'effet « pétard mouillé » du premier ultimatum de TF1. Le prochain rendez-vous sera cet été pour le second volet de l'affaire : la coupure nette - enfin, la demande de coupure de signal aux opérateurs. ■



Tour de TF1, fevad.com

Stéphane Richard, PDG d'Orange s'est agacé de cette situation lors du «Show hello», la conférence annuelle de son groupe.



IL A 17 ANS, IL EST ÉTUDIANT À SCIENCES PO ET SYMPATHISANT DU FN

Rencontre entre les deux tours de la présidentielle avec un jeune militant du Front National au profil atypique.

Astrig Agopian

Cette élection est inédite pour de nombreuses raisons. L'une des plus importantes est sans doute que les deux partis traditionnels, Les Républicains (LR) et le Parti Socialiste (PS), ne se sont pas qualifiés pour le second tour. Une autre, qui a également été traitée par de nombreux médias, est l'attitude de la jeunesse. Beaucoup de jeunes ont été abstentionnistes, ou ont voté pour la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Mais surtout, alors que des années durant, il était communément admis que les jeunes « emmerdaient le Front National », ils et elles sont de plus en plus nombreux·ses·x à le soutenir.

Qui sont les jeunes frontistes ?

Les instituts de sondage et les centres de recherche en sciences sociales se sont penchés sur le sujet. Qui sont ces jeunes qui votent pour le FN ? On a pu lire qu'ils étaient souvent peu diplômés, enfants d'ouvriers ou de classes populaires désillusionnées par la politique. On a également constaté ou découvert que certains corps de métiers (agriculteurs, forces de l'ordre...) et certaines régions (Provence-Alpes-Côte-D'azur, Grand Est...) ont vu le vote FN augmenter, y compris au sein de leur jeunesse. C'est d'ailleurs, dans la rhétorique du FN, à ces gens-là, le « peuple » (sans doute l'une des notions les plus utilisées dans les discours politiques depuis bien longtemps) que Marine Le Pen s'adresse. En opposition, à cette jeunesse que le FN souhaite conquérir, elle critique et fustige les élites et les jeunes étudiant dans les fabriques du « système » (une autre notion à laquelle chaque politicien donne une définition différente, souvent floue) dont les

deux écoles symboles sont l'ENA (École Nationale d'administration – dont est diplômé Florian Philippot) et Sciences Po.

Mais il se trouve que le FN a débarqué dans l'une de ces écoles en 2015. Une antenne du parti a en effet vu le jour sur le campus parisien de Sciences Po. C'est un événement qui semblait impensable pendant très longtemps, à cause de la haine réciproque entre Sciences Po et le FN. Et pourtant, bien que peu nombreux, les étudiants FN à Sciences Po ne sont pas un mythe. J'ai rencontré l'un d'entre eux, étudiant sur un campus de région de l'école et même pas en âge de voter car tout juste âgé de 17 ans, pour essayer de comprendre son choix.

Expatrié et étudiant à Sciences Po, un profil atypique de sympathisant du FN

Il a l'allure classique d'un étudiant de son âge, des amis, une vie associative et aime le sport. Rien de détonnant. J'ai souhaité comprendre pourquoi il se sentait représenté par ce parti et s'il voyait un paradoxe dans son statut d'étudiant à Sciences Po et de sympathisant du FN. Il a accepté de me répondre assez rapidement, il est souriant et parle de façon calme.

La première chose qui surprend, c'est qu'il appartient à une catégorie de la population française que j'ai découverte en arrivant à Sciences Po : les « expats ». Or c'est l'une des catégories de Français qui vote le moins pour le FN. Au premier tour de la présidentielle, 40,40% des voix des expatriés étaient pour Emmanuel Macron, 26,32% pour François Fillon, 15,83% pour

Jean-Luc Mélenchon, 6,87% pour Benoît Hamon et seulement 6,48% pour Marine Le Pen, qui arrive donc en cinquième position (chiffres du Ministère de l'Intérieur).

« Je suis français mais j'ai vécu que deux ans en France. Je suis né à Budapest et récemment je vivais à Dublin. Ma mère travaille comme cadre dans la finance et mon père travaille dans le commerce. »

Il s'est toujours plus ou moins intéressé à la politique, et a entendu parler politique dans le cadre familial. « Concernant le FN plus particulièrement, depuis deux ou trois ans, lorsque je me suis intéressé à la politique en tant que choix personnel. » Mais sa sensibilité politique n'est pas tout à fait un héritage, et ne vient pas du milieu dans lequel il a baigné : « Chez les expatriés, il y a très peu de gens pro-FN. En revanche c'est un milieu assez de droite, avec souvent des valeurs catholiques et conservatrices comme dans ma famille. Mais familialement, mon vote FN est compris mais pas forcément partagé. » S'il reconnaît avoir hérité de valeurs de droite, il affirme « avoir construit mon idée personnellement ».

« C'est passé par une lecture des programmes en partie, mais aussi forcément par les médias et les échanges avec la famille et à l'école. »

La position du FN sur l'Europe : ce qui l'a convaincu

Les thématiques qu'il considère comme les plus importantes sont « l'économie, à savoir lutter contre le chômage et proposer à chacun des opportunités de travail et de quoi subvenir à ses besoins et même plus, parce que le but du travail c'est pas seulement de subvenir à ses besoins mais également de se faire plaisir », « la question des fonctions régaliennes de l'État », « avec notamment le contrôle des frontières, de notre monnaie et une vraie légitimité sur la scène internationale », « le social », « venir en aide aux retraités, les handicapés, les gens qui ont besoin d'aide dans le domaine de la santé ou de l'éducation ».

Chez le FN, il aime « la volonté de mettre en avant les fonctions régaliennes », de « retrouver un minimum d'autonomie, car avec l'UE actuelle elle est remise en cause, notamment vis-à-vis de la politique monétaire et du contrôle de nos frontières » et le programme social « qui cherche à remettre sur le devant de la scène les gens qui souffrent le plus, notamment les petites retraites, les gens qui vivent dans des zones rurales ou des petites villes en manque d'attractivité ».

Rapidement, je constate que le mot qui revient le plus dans sa bouche est le suivant : Europe. Lui-même ayant

vécu dans de nombreux pays européens, je l'interroge encore sur cet aspect du programme du FN. Il semble que la position de Marine Le Pen sur l'Europe est l'élément qui l'a convaincu.

« L'Union Européenne c'est un très beau projet et ça a été une très bonne idée de la développer. Mais je trouve qu'aujourd'hui le projet a été trop loin, parce qu'en fait c'est une vision utopique. On ne s'en est pas rendu compte au début parce que tout marchait bien. L'économie était florissante, on avait pas de problème, l'Europe connaissait la meilleure période de son histoire. Mais aujourd'hui, quand je regarde l'UE, je constate qu'elle est trop grande, que les inégalités entre les États et les populations sont beaucoup trop importantes. On peut pas comparer l'Allemagne avec la Grèce, la France avec la Pologne. On peut même considérer qu'on peut pas comparer l'Allemagne avec l'Italie, voire même avec la France. Il y a des inégalités économiques et culturelles entre ces nations, donc je pense que c'est pour ça qu'il faut remettre en question le projet européen actuel. Mais j'ai constaté et c'est également ce qu'on m'a enseigné en cours, que les traités européens ne permettent pas, ne prévoient pas de retour en arrière. On peut seulement aller vers l'avant, et donc construire toujours plus, rendre cette organisation internationale toujours plus fédérale, créer une confédération des nations. Sauf que vu qu'on peut pas revenir en arrière pour retrouver un équilibre comme on avait avec l'Europe des six par exemple, pour moi l'unique solution du coup c'est de quitter l'UE. Mais en soi le projet d'union européenne entre nations me paraît très bien. Sauf qu'actuellement il est mauvais et donc faut le quitter. »

Il semble ne pas avoir confiance en l'UE telle qu'elle existe, et affirme d'un ton légèrement fataliste : « Donc je suis pour le Frexit, afin de pouvoir, comme les Anglais viennent de le faire, retrouver notre autonomie. »

Jusqu'ici il parlait avec ses mots, mais au cours de l'entretien, il commence à utiliser des expressions toutes faites que les représentants du FN répètent dans tous les médias : « Il faut pouvoir mettre en place une politique qui est la notre et pas celle dictée par Bruxelles. » Avant de tempérer « L'idée de recréer des partenariats, faut pas la nier. Elle est très présente et chez moi en tout cas, elle est voulue, mais je voudrais que ce soit fait intelligemment et sans folie des grandeurs. »

J'évoque la position du FN sur l'immigration et la volonté de fermeture des frontières.

« Elle a prévu un solde migratoire de 10 000 migrants par an. » Je lui demande s'il pense que les discours de Marine Le Pen et la réalité sont deux choses distinctes. « C'est applicable, après est-ce que c'est souhaitable... Oui, dans le sens où on ne peut plus se permettre de laisser autant de migrants qu'aujourd'hui rentrer

sur le territoire. Par contre le chiffre qui a été choisi, je ne sais pas si c'est le bon. Surtout ça pose un gros problème, vis-à-vis de la mise en place, à savoir si ce quota serait réparti entre les mois, les populations ou s'il serait distribué dès le mois de mars ou non... »

Quitter l'Europe et revenir à des valeurs « de droite »

Il affirme avoir des valeurs de droite, héritées de son cadre familial. Sa conviction FN, il dit l'avoir forgée lui-même sur des questions précises. Pour lui les thèmes essentiels sont l'économie, l'Europe.

Je lui demande de me dire ce que lui inspire le terme de nation. « C'est le mot qui est utilisé pour regrouper une population, un ensemble de personnes qui partagent une histoire commune, que ce soit vis-à-vis de la langue, de la culture, de l'histoire, des moments difficiles vécus ensemble ou bien même que ce soit géographique. » Après avoir donné cette définition assez générique, il affirme : « pour moi, c'est un terme assez important parce qu'il remet en cause l'accueil de populations étrangères et surtout leur insertion dans notre culture. Par nation on entend surtout, groupe de personnes qui vivent entre eux et peuvent échanger sans qu'il y ait de tensions ethniques, culturelles ou religieuses, afin d'atteindre une cohésion sociale. »

Je lui demande ce qu'est pour lui le patriotisme, un terme utilisé abondamment par Marine Le Pen et Emmanuel Macron. « Être fier de son pays. » « Chercher à promouvoir notre pays ». Il tape sur Macron qui avait dit que la culture française n'existe pas, et critique les candidats qui, selon lui, auraient défendu des « valeurs non françaises » : « certains candidats ont cautionné le soutien de pays du golfe arabe pour le financement des mosquées, moi je trouve ça un petit peu aberrant. Les mosquées, bien entendu je suis pour, mais que ce soit financé par des branches du wahhabisme qui est la base de l'islamisme ça pose problème. »

Se disant de droite et pour le FN, je lui demande s'il pense soutenir un parti d'extrême droite. « Si on se base sur l'hémicycle, en effet. Mais cette connotation est clairement péjorative vis-à-vis de l'usage qu'en font les médias qui comparent l'extrême-droite au fascisme, qui pour moi n'a absolument rien à voir. Le FN a une position complexe puisque sur le point de vue social il serait plutôt à gauche. »

Quand je lui demande s'il aurait soutenu Jean-Marie Le Pen, sa réponse reste évasive.

« Je considère que Jean-Marie Le Pen était président d'un parti d'opposition et pas d'un parti qui visait à obtenir le pouvoir, contrairement au FN qu'on a aujourd'hui. Jean-Marie Le Pen était constamment en train d'essayer de créer le scandale, d'avoir le feu des

projecteurs sur lui et toujours en train de provoquer les partis au pouvoir, du système traditionnel. Aujourd'hui si sa vision du FN était celle qui dominait, je pense qu'on n'aurait pas les résultats d'aujourd'hui, il ne serait pas aussi près d'atteindre le pouvoir. Personnellement, je pense que ça m'intéresserait moins, parce que moi je vois dans le FN une opportunité de gagner la présidence et d'influencer véritablement la politique française. »

Le système, les jeunes et le dépit

Le mot le plus tendance des élections de 2017 pourrait être le suivant : système. Tous les partis politiques l'utilisent désormais pour se dénoncer les uns les autres, mais le FN pourrait remporter la palme, Marine Le Pen s'étant proclamée candidate anti système depuis les élections européennes déjà. « Je pense qu'aujourd'hui quand on parle de système, on pense à l'écart grandissant entre les gagnants et les perdants de la mondialisation. Ça va plus loin que la division entre riches et pauvres, c'est vraiment une division géographique avant tout, entre les villes, les grandes villes, les métropoles et les zones plus rurales ou les petites villes. Ce que certains appellent la France profonde. Mais je pense aussi que par système on entend le problème de corruption continue de nos élites. On voit que quelque soit le parti d'ailleurs, y compris au sein du FN, il y a des problèmes vis-à-vis de l'intégrité de nos représentants qui sont quand même censés travailler pour la France et non pas pour eux-mêmes. De ce côté là j'aimerais bien qu'on prenne un peu modèle sur les pays nordiques qu'on cite très souvent sur le plan de l'économie, mais je pense que sur le plan de la moralité ils sont exemplaires parce que dès qu'il y a le moindre scandale, les représentants prennent leur responsabilité, démissionnent et laissent l'enquête avoir lieu. »

Je lui demande si mis à part ses convictions personnelles, il pense pouvoir expliquer le vote de la jeunesse pour le FN. « Les jeunes grandissent et pendant leur enfance ils ont vu la façon dont vivent leurs parents. Depuis les années 2000, et encore plus depuis 2008, une partie de la jeunesse française a vu comment leurs parents souffraient de la compétition économique et que la fin des belles années était arrivée et que du coup c'était plus difficile. »

Il voit une division entre « ceux qui ont eu une enfance facile qui vont voter pour des partis traditionnels ou pour des partis que moi j'appellerai utopistes, ou du moins des partis altermondialistes qui cherchent à faire le bien du monde en plus de celui de la France, je pense notamment au parti de Jean-Luc Mélenchon ou en quelque sorte au parti En Marche » et, « opposé à ces gens-là, la jeunesse qui a du trinquer dans son enfance parce que leurs parents souffraient, que leurs parents ont vécu des licenciements, ou étaient au chômage, et une jeunesse qui se rend compte que

petit à petit, l'UE apporte certes de nombreuses choses positives notamment sur le point de vue de la culture ou des subventions vis-à-vis de l'agriculture mais qu'elle entraîne par la même occasion une compétition très féroce sur le plan de l'emploi et qu'avec cette compétition féroce, leur propre avenir est remis en question notamment vis-à-vis de l'entrée sur le marché de l'emploi avec une concurrence accrue du aux travailleurs détachés ou bien aux entreprises qui préfèrent délocaliser que rester en France. » Il attribue donc ce vote à du dépit.

Selon lui, le premier tour a bien illustré « la volonté des français de changer, parce que dans tous les cas, le président sera quelqu'un qui n'a jamais été au pouvoir. Le parti du président ou de la présidente sera un parti qui n'a jamais tenu les rênes de l'État, donc avant tout il y a un profond changement. On voit également un écroulement de la gauche en France, parce que si on croit Macron qui dit qu'il n'est pas de gauche, alors ça veut dire que la gauche n'est pas représentée dans ce second tour et que la droite traditionnelle pour la première fois dans la Vème république ne l'est pas non plus. Donc on voit que Marine Le Pen et Emmanuel Macron représentent tous les deux une vraie alternative et on constate également que sur de très nombreuses questions et avant tout sur la question de l'Union Européenne, ils sont totalement opposés. On voit qu'il y a un problème vis-à-vis de l'électorat français, à savoir que ceux-ci veulent que les choses bougent, et la division se fait sur la question de quitter l'UE ou augmenter encore plus la part de l'UE dans la politique française. »

Mais lui-même ne semble pas correspondre au profil des « perdants » de la mondialisation qu'il dépeint ou au fils d'ouvrier peu éduqué dépeint par les statistiques. Je lui demande alors si lui soutient le FN par dépit. « Mon rapprochement au FN c'est plus par conviction que par dépit. Après ça pourrait être vu comme du dépit dans le sens où aucun autre parti sérieux ne propose de sortie de l'UE si ce n'est La France Insoumise, sauf que je suis profondément attaché aux convictions, aux valeurs de droite donc forcément mon choix se dirige plutôt vers le FN puisque c'est le seul parti de droite qui est pour la sortie de l'Union Européenne. »

Un parti comme les autres ?

Il a lu les programmes, il a pesé les pour et les contre avant de dire qu'il se sent proche du FN. Son approche semble pragmatique et dans une certaine mesure utilitariste. Mais je lui rappelle les condamnations, les propos racistes, antisémites, révisionnistes qui ont été tenus par des membres du parti qu'il soutient. « Ces critiques n'ont plus lieu d'être puisque depuis que Jean-Marie Le Pen a laissé la présidence à Marine Le Pen, il y a un vrai effort de dédramatisation, de changement du parti qui a été mis en œuvre, et justement les

personnes qui étaient considérées peut-être à juste titre proche de ces groupuscules, ont été évincés du parti et remplacés par des représentants plus jeunes, plus proches du peuple et qui partagent plus la ligne de Philippot, à savoir une ligne plus à gauche socialement et moins extrême vis-à-vis du programme économique et patriote. Après, bien entendu, il y a toujours des scandales et il y en aura toujours mais je pense que c'est le cas dans tous les partis. Si on prend Les Républicains, tout le monde connaît Nadine Morano. Mais y a dans les médias, la tendance est d'en parler un peu plus quand il s'agit du FN, en effet, parce que de par son histoire, il y a eu d'autres affaires. Mais après, vu que c'est un parti qui est un peu singulier, à savoir sur sa position vis-à-vis de l'Europe, en effet, il y a toutes les personnes un peu marginalisées de la société et notamment des gens un peu extrémistes qui sont attirés par ce parti. Mais ce n'est pas la volonté du parti de les attirer. Lorsqu'il y a des affaires qui incluent des membres du parti, ceux-ci sont immédiatement évincés et on cherche à redorer l'image du FN, mais je pense que ça va prendre un peu de temps à cause de ce qui s'est passé dans les années 80-90. »

Sa position semble être donc être « circulez, y a plus rien à voir ».

Je lui rappelle alors que des affaires très actuelles, et n'ayant pas à voir avec la réputation du parti historiquement, abîment le FN. « La politique dans son ensemble me dérange du point de vue de la moralité. Je pense que c'est un peu un monde de requins et que aucun politicien cherchant à atteindre des fonctions un petit peu importantes ne peut échapper à ces errements judiciaires et moraux. Si on prend le cas par exemple de l'affaire des assistants parlementaires, il y a une enquête en cours mais au même titre que celle de François Fillon : pour l'instant, légalement, il n'y a pas eu encore de conclusions qui ont été tirées puisque l'enquête est en cours, mais même si cette pratique est légale, sur un plan moral, c'est un petit peu dérangeant donc le FN s'oppose au système et à toutes ces affaires mais n'est pas blanc pour autant et est touché. » Je lui demande, un brin provocatrice, si le FN s'est dédramatisé sur le plan de la corruption aussi. « Sur ce plan là, pas mieux que les partis traditionnels ».

Un engagement politique assumé à Sciences Po ?

Il a choisi de candidater à Sciences Po pour l'une des raisons que donnent sans doute tous les candidats : « une école de renommée internationale et qui permet d'ouvrir de très nombreuses portes ou du moins de ne pas en fermer ».

Je l'interroge sur ses projets futurs et il dit ne pas savoir, mais être intéressé par le double cursus avec Saint Cyr. « Les valeurs de l'armée, je trouve, sont intéressantes et même si je ne veux pas forcément

travailler dans l'armée, je trouve que ça peut apporter quelque chose d'un point de vue personnel. » Il pourrait « bosser dans l'État ». Il n'est pas encarté. « Si jamais je choisis de travailler dans l'armée et que je suis encarté, ça peut jouer défaut ». Je lui demande si c'est la seule raison. « Pour l'instant je soutiens et je représente le FN sur le campus parce qu'il n'y a personne d'autre, mais si jamais quelqu'un d'autre arrive, je me mettrai peut-être un petit peu en retrait, tout en suivant mais... parce que je ne suis justement pas encarté et aussi engagé. »

Je lui demande alors s'il a plus de mal à porter son engagement qu'un étudiant LR ou PS. « J'ai plus de mal, oui forcément. Déjà parce que je suis tout seul, donc forcément c'est toujours moi. Et bizarrement, les élèves de Sciences Po sont, je trouve, les premières victimes de la diabolisation du FN par les médias et par son passé. Il y a de nombreuses critiques. De la part de l'administration et des professeurs, pas du tout. Je ne sais même pas s'ils me connaissent en tant que représentant du FN. Mais de la part de certains élèves, certains élèves ne souhaitent pas débattre, ne souhaitent même pas discuter, et considère cet engagement comme étant traître à notre statut d'élève étudiant à Sciences Po. Je pense que ce n'est pas fondé. Après bien entendu, il y a d'autres élèves qui souhaitent débattre, échanger et personnellement j'apprécie beaucoup ça. »

Je lui demande s'il souffre du regard des autres.

« Il y a quelques trucs négatifs, mais c'est pas insupportable, surtout à partir du moment où on a l'occasion de s'exprimer, d'expliquer ses choix, à travers les différents débats qui sont organisés. Avant le premier débat, j'ai eu beaucoup de critiques et dès le second débat, on m'a dit que mes choix, au moins, je savais les expliquer et que c'était compréhensible bien que pas forcément compris. Les gens sont quand même loin d'être bêtes sur ce campus. » Il n'a vécu qu'une mauvaise expérience. « J'ai fait trois ou quatre débats et à part le dernier où sur la fin je me suis fait traiter de fasciste et de raciste par la représentante de la France Insoumise, ça s'est plutôt bien passé. »

En entrant dans cette école, n'aurait-il pas intégré ce que Marine Le Pen dénonce et nomme « le système » ? « Je pense qu'avec l'ouverture de Sciences Po avec les procédures CEP ou l'ouverture sur des pays de l'Europe de l'Est, y a de plus en plus de représentants du FN dans notre école. Y a l'association du FN à Paris qui sont plus d'une dizaine, qui viennent d'ailleurs de tous bords politiques, certains sont des transfuges des républicains, d'autres de l'extrême-gauche et y a même des élèves de nationalité étrangère donc c'est très intéressant de voir qu'il y a quand même une convergence bien qu'on soit en minorité. Je pense que ça reste possible d'être étudiant à Sciences Po et adhérer aux idées du FN, parce que le FN va être amené à avoir une place de plus en plus importante dans le monde politique, touche un électorat de plus en plus large et par conséquent, y a besoin de futures élites pour le parti. »

La candidate « du peuple » aurait donc besoin de recruter des élites sorties des écoles du système ? On reproche souvent au FN le fait que le parti n'a pas de cadre qualifié. « Je pense que c'est une très bonne chose qu'il y ait de plus en plus d'élèves de Sciences Po qui sont proches du FN et ce serait une bêtise de la part du FN d'oublier ces étudiants qui, parce qu'ils viennent sur le papier de milieux favorisés et éloignés du FN, ne seraient pas intéressés. Y en aura moins mais y en aura toujours. Sciences Po, bien que majoritairement à gauche, représente quand même assez bien l'ensemble de l'électorat français d'un point de vue politique. »

De ce long échange avec A., je retiendrai plusieurs choses. La première, c'est que son profil est singulier et qu'on ne peut pas généraliser les raisons de son engagement FN à tous les frontistes. La seconde, c'est que L'Union Européenne semble être un sujet extrêmement important et un objet de défiance. Il est vrai que pendant longtemps, il y a eu un fossé de représentation entre les citoyens eurosceptiques ou même anti intégration européenne et les politiques au gouvernement ou à la tête des deux partis traditionnels LR et PS. Aujourd'hui, avec les résultats historiquement hauts de Marine Le Pen mais aussi de Jean-Luc Mélenchon, qui eux représentent ces positions, ce fossé semble être comblé. L'opposition Le Pen-Macron, deux candidats si divergents quant à leurs positions sur l'intégration européenne, est très intéressante de ce point de vue. Les jeunes qui soutiennent le FN semblent avoir accepté le passé du parti mais également dessiné une ligne qu'ils disent imperméable entre le parti avant Marine Le Pen et avec elle, qui est le point de départ de la dédiabolisation. La scolarité à Sciences Po des sympathisants FN ne semble pas entraver leur engagement. L'école de sciences sociales voit évoluer les sensibilités politiques de ses étudiants avec les évolutions plus globales de la société française. ■

LES 100 PREMIERS JOURS DE LA DIPLOMATIE TRUMP

Alors qu'il était encore en campagne pour briguer la Maison blanche, lors de son discours au siège de la revue *The National Interest* le 27 avril 2016, il y a tout juste un an, Donald Trump avait résumé sa vision de la politique étrangère, et donc celle qu'il adopterait en cas de victoire. Il avait alors déclaré que « Contrairement à d'autres candidats présidentiels, la guerre et l'agression ne seront pas mon premier instinct. Nous ne pouvons pas avoir de politique étrangère sans diplomatie, une superpuissance comprend que la prudence et la retenue sont les véritables signes de force ». Un an après, quelle stratégie de politique extérieure Donald Trump a-t-il concrètement adopté ? Retour sur les différentes crises diplomatique que le Président venant de fêter son 100e jour de mandat en promettant de « nouvelles batailles » a traversé.

Pauline Lammerant

Durant sa campagne, Donald Trump s'est exprimé plusieurs fois sur la Chine, reprochant à Pékin de sous évaluer sa monnaie pour doper ses exportations, creusant sans cesse le déficit extérieur des États-Unis par rapport à la Chine. Il les menaçait alors d'augmenter les droits de douane une fois au pouvoir, et de mettre en place un certain nombre de représailles commerciales. Début décembre, Donald Trump s'était vanté sur Twitter d'avoir reçu un appel suite à son élection de la part de Tsai Ing-wen, la présidente de Taiwan. Seulement voilà, la tradition diplomatique instaurée depuis quarante ans implique que le président des États-Unis reconnaisse la Chine Unique et ne corresponde pas directement avec Taiwan. Le porte-parole du ministère des Affaires Etrangères chinois a alors très vite réagi, s'offusquant ; « Les États-Unis ont promis de poursuivre la politique de « Chine unique », la Chine attend des États-Unis qu'ils tiennent leur promesse », et dans le cas contraire, il a d'ores et déjà averti qu'« il ne saurait plus être question de croissance saine et régulière des relations sino-américaines ni de la coopération bilatérale dans d'importants domaines ». Loin de s'en excuser ou de faire profil bas, Donald Trump a alors brandi son smartphone pour tweeter ; « Il est intéressant de voir que les États-Unis vendent à Taïwan des milliards de dollars d'équipements militaires mais que je ne devrais pas accepter un appel de félicitations » et d'ajouter « Est-ce que la Chine nous a demandé si nous étions d'accord de dévaluer leur monnaie (rendant nos entreprises moins compétitives), augmentant ainsi lourdement les taxes de nos produits exportés... »

L'étonnant revirement envers la Chine

Mais contre toute attente, le 9 février dernier la Maison blanche a diffusé un communiqué informant que les présidents américains et chinois s'étaient entendus lors d'un entretien téléphonique le jour-même. Donald Trump aurait alors apaisé son homologue chinois en lui assurant qu'il respectait et respecterait le principe de la Chine Unique. Il est même revenu récemment sur ses déclarations, en déclarant que non, les chinois ne manipulent en fait pas leur monnaie. Ils se sont même rencontrés les 6 et 7 avril derniers en Floride, où Donald Trump se serait confié aux journalistes qu'une bonne alchimie opérait entre eux. Mais ce volte-face intervient alors même que depuis plusieurs semaines, le dossier de la puissance nucléaire nord-coréenne revient sur le dessus de la pile des dossiers du ministère des affaires étrangères de Washington. En effet, ces dernières semaines les satellites et radars américains ont repéré de potentiels missiles nucléaires sur l'île, notamment un engin placé dans un tunnel. Leurs doutes ont été confirmés lorsqu'à l'occasion du gigantesque défilé organisé en l'honneur du 105e anniversaire de la naissance de Kim Il-Sung à Pyongyang (capitale nord-coréenne), l'armée du président Kim Jong-Un a défilé et affiché fièrement ses nouveaux missiles intercontinentaux à tête nucléaire, faisant preuve d'une capacité de force majeure. Là est l'intérêt pour Donald Trump de se réconcilier avec son homologue chinois. Il compte sur ce dernier pour raisonner le président nord-coréen et régler le problème ; « si la Chine ne nous aide pas, nous le ferons nous-mêmes ». Il cherche donc à obtenir le

soutien de Xi Jinping face à la Corée du Nord, en jouant sur leurs relations commerciales ; il aurait confié à son nouvel allié que s'il voulait « un super accord commercial avec les États-Unis, il lui faudrait régler le problème de la Corée du Nord ».

La tension monte en Asie de l'est

Donald Trump est en effet furieux contre Kim Jong-Un. Depuis le début du mois d'avril, la Corée du nord a déjà lancé deux missiles d'essai, qui ont chaque fois échoué. Le président américain a alors commandé l'ordre au porte avion américain Carl Vinson de se rendre dans la péninsule coréenne accompagné d'une escorte dès la fin mars, et l'a annoncé publiquement le 8 avril. C'est un ordre insensé selon Pyongyang. Donald Trump cherche à faire agir l'ONU également, en passant des coups de téléphone aux différents présidents et en organisant des rencontres. Il a fait se réunir des ambassadeurs à l'ONU des pays du conseil de sécurité à la maison blanche, où il aurait déclaré « Le statu quo en Corée du Nord est inacceptable et le Conseil de sécurité doit être prêt à imposer de nouvelles sanctions plus fortes. C'est une réelle menace pour le monde ». Le dossier nord-coréen en deviendrait presque une affaire personnelle. A l'occasion du 85e anniversaire de l'armée nord-coréenne mardi 25 avril, un exercice d'envergure a été réalisé par l'armée, qui a effectué une séance massive de tirs d'armes conventionnelles dans différentes villes portuaires orientales. Un site officiel nord-coréen a en plus ajouté que les États-Unis seraient « rayés de la carte » s'ils s'engageaient dans une guerre contre la Corée du Nord, à cause du porte-avion Carl Vinson. Mike Pence, le vice-président de Donald Trump a quant à lui promis « une réponse écrasante » en cas d'attaque. Donald Trump continue de mettre la pression du côté chinois, arguant ainsi « les mesures que nous voyons prises par la Chine, à de nombreux égards sans précédent, pour faire peser une pression économique sur la Corée du Nord sont vraiment bienvenues [mais] nous pensons que la Chine peut faire davantage ». La situation est alors assez ironique, puisque tout juste un an après ses déclarations où il abordait sa vision de la politique étrangère, où prudence et retenue devaient être les maîtres mots de la diplomatie, c'est bien davantage de retenue que le président chinois lui demande dans la gestion du dossier nord-coréen via un énième entretien téléphonique le lundi 24 avril. Le ministère chinois des affaires étrangères a ainsi fait paraître un communiqué indiquant que la Chine « espère que toutes les parties fassent preuve de retenue et s'abstiennent de toute action de nature à aviver les tensions dans la péninsule ».

Et si Donald Trump s'investit autant publiquement dans la gestion du conflit avec Kim Jong-Un, c'est aussi parce que les essais nucléaires menacent également son allié le Japon. Et c'est une bonne occasion pour lui de prouver au premier ministre japonais, Shinzo

Abe, son amitié et s'assurer de leurs bonnes relations. Ce dernier avait été le premier dirigeant étranger à féliciter Donald Trump de sa victoire électorale, et le second à se rendre à la Maison blanche. Lors d'une récente visite à Washington en février, Shinzo Abe avait ainsi assuré à son hôte que « l'énorme croissance de l'Asie Pacifique en vue d'un développement du libre-échange et des investissements sera une énorme chance pour à la fois le Japon et les États-Unis ». Il avait insisté auprès de la chambre de commerce sur le fait que « les relations commerciales entre les deux pays étaient fondées sur le principe du « gagnant-gagnant ». Un allié économique de poids dont il faut garder les bonnes faveurs, en somme, et à protéger. Lors d'une récente conférence de presse, le premier ministre japonais a ainsi déclaré qu'il s'était entretenu par téléphone avec son homologue américain, et qu'il lui avait rappelé que le programme nucléaire nord-coréen était « une menace extrêmement grave au Japon et à la communauté internationale » et se réjouissait du fait que Donald Trump lui avait assuré que « toutes les options soient sur la table » face à la menace. Principe du gagnant-gagnant. Donald Trump avait d'ailleurs déclaré lors de son intervention du 27 avril 2016 que « Les pays que nous défendons doivent payer pour le coût de leur défense. Sinon, les États-Unis doivent être prêts à laisser ces pays se défendre eux-mêmes ».

Donald Trump, Vladimir Poutine et la Syrie

Toujours dans ce même discours du 27 avril 2016, Donald Trump avait longuement abordé la question de l'État Islamique. Il l'avait alors directement menacé, en lui assurant qu'une fois élu, il « disparaîtra (...) rapidement, très, très rapidement ». Dès son entrée en fonction, il avait ainsi donné jusqu'à la fin février à ses responsables militaires pour lui présenter une stratégie pour vaincre l'EI. Il a trouvé dans son objectif un allié de taille, Vladimir Poutine, qu'il défendait régulièrement publiquement, notamment sur le conflit en Ukraine. Donald Trump avait en effet à de nombreuses reprises critiqué son prédécesseur dans sa gestion des conflits au Moyen Orient et son interventionnisme ; lui ne souhaitait engager des actions qu'envers l'État Islamiste qui constituait directement une menace pour les États Unis, et ne pas s'employer à juger et mettre en place des mesures à l'encontre de Bachar el Assad. Sur ce point, il s'entendait alors parfaitement avec le président russe. Son secrétaire d'Etat Rex Tillerson avait encore réaffirmé début avril qu'il revenait au peuple syrien de décider du sort du président Syrien. Mais Donald Trump a surpris le monde entier le 7 avril au matin, lorsque l'on a appris qu'il avait ordonné le bombardement d'une base aérienne syrienne d'où avait été lancée une attaque chimique contre les rebelles, et la population. Lors d'une allocution télévisée il s'était ainsi justifié auprès du peuple américain à qui il avait assuré qu'il ne serait pas à la tête d'un état gendarme pendant sa campagne : « Il est dans l'intérêt vital de

la sécurité nationale des États-Unis d'empêcher et de dissuader la dissémination et l'utilisation d'armes chimiques mortelles. (...) Pendant des années, de précédentes tentatives pour faire changer le comportement d'Assad ont toutes échoué, et échoué véritablement dramatiquement. En conséquence, la crise des réfugiés continue de s'aggraver et la région continue d'être déstabilisée, menaçant les États-Unis et ses alliés. (...) Ce soir, j'en appelle à toutes les nations civilisées pour qu'elles nous rejoignent afin de chercher à mettre un terme au massacre et au bain de sang en Syrie, ainsi qu'à mettre fin au terrorisme de toutes sortes et de tous types. ».

Le peuple américain et ses représentant·e·s se sont montré·e·s inquiet·e·s, légèrement abasourdi·e·s du revirement de Donald Trump et s'angoissent des conséquences de celui-ci : « Nous ne pouvons pas nous permettre de dépenser sans compter et de risquer la vie de nos hommes dans un nouvel engagement militaire sans une stratégie claire et globale et une pleine prise en compte de toutes les conséquences à long terme » a prévenu la représentante démocrate du Connecticut, Elizabeth Esty. Par sa nouvelle prise de position, le président Trump sollicite l'OTAN, qu'il jugeait par le passé obsolète. Et se retourne contre Poutine, d'une certaine façon. Ce dernier a immédiatement réagi et a demandé une réunion d'urgence du conseil de sécurité de l'ONU. Le représentant adjoint de la Russie à l'ONU, Vladimir Safronkov a condamné très fermement cette opération, qu'il qualifie d'agression et d'« actions illégitimes des États-Unis qui ont attaqué le territoire souverain de la Syrie ». La Chine n'a pour une fois pas soutenu la Russie, rappelant simplement que « la voie militaire n'était pas une solution, sauf à aggraver la situation ».

Qu'annoncent les 100 prochains jours de la présidence de Donald Trump en terme de diplomatie ?

À nouveau la Chine adopte ici une position de modératrice entre les États-Unis et leurs opposant·e·s. On peut se demander si cette opération n'aurait pas eu pour but de prouver à la Corée du Nord, à la Russie et au monde entier que ses prises de position « America First » durant sa campagne n'empêchent pas Donald Trump d'intervenir et qu'il sait se montrer imprévisible. Il ne se constituera probablement pas comme le gendarme du monde, mais il dispose des moyens nécessaires pour agir lorsqu'il l'estime inévitable. Depuis sa prise de fonctions, le président a affronté plusieurs conflits diplomatiques. A coups de tweets tranchants puis d'entretiens téléphoniques et rapprochements, il modifie complètement l'ordre diplomatique instauré depuis des années puis le rétablit, fait de ses ennemi·e·s ses alliés et des ami·e·s ses opposant·e·s. Et ses ennemi·e·s se rapprochent. Le vendredi 28 avril, alors qu'avait lieu une réunion des Nations Unies sur le dossier nord-

coréen autour du secrétaire d'état américain, Rex Tillerson, la Corée du Nord a une nouvelle fois lancé un tir d'essai de moyenne portée, qui a échoué. Donald Trump a alors immédiatement réagi, en tweetant « La Corée du Nord n'a pas respecté les vœux de la Chine et de son très respecté président, quand ils ont lancé, bien qu'en échouant, un missile aujourd'hui. Mauvais ! » (« North Korea disrespected the wishes of China & its highly respected President when it launched, though unsuccessfully, a missile today. Bad! »), utilisant son amitié avec son homologue chinois pour s'offusquer publiquement et mêler directement ce dernier pour le faire se sentir concerné.

Alors que Pékin tente de tempérer la situation, Moscou a aussi vivement réagi : le vice-ministre russe des affaires étrangères Guennadi Gatilov s'est désolé que « la rhétorique agressive [et la] démonstration de force irréfléchie [de Washington] nous pousse sérieusement à nous demander si on risque une guerre ou pas ». Le dossier nord-coréen risque de cristalliser tous ces derniers conflits diplomatiques dans lesquels Donald Trump est impliqué. Malgré son souhait prononcé le 27 avril 2016, la réalité de l'exercice présidentiel semble lui avoir fait changer d'avis : la prudence et la retenue ne sont pas les qualificatifs que l'on emploierait concernant sa diplomatie. Mais Donald Trump est quand même parvenu à utiliser la Chine comme négociateur et à avancer ses pions commerciaux sur l'échiquier du dossier nord-coréen pour en tirer parti, notamment auprès du Japon. Cependant, le risque de guerre est bien présent, et ne servirait l'intérêt d'aucun des pays concernés. Washington et Moscou s'entendront-elles dans la gestion du conflit en Syrie ? La Chine parviendra-t-elle à tempérer les relations entre Donald Trump et le président Kim Jong-Un ? Si les 100 premiers jours de Donald Trump à la Maison blanche ont été bien occupés, les 100 prochains risquent de l'être encore davantage. ■

LA PERMACULTURE, DE L'ART DE VIVRE EN TOUTE SÉRÉNITÉ

Agathe Hugel

La permaculture est un phénomène assez récent : elle ne désigne pas une nouvelle méthode de jardinage, ni une tendance vouée à disparaître, mais plutôt une philosophie et un mode de vie à adopter pour une consommation plus éthique.

Le terme vient de l'expression « permanent culture », l'agriculture permanente, mais a au fil des années été étendu pour signifier la culture de la permanence. La permaculture, théorisée par Bill Mollison et David Holmgren, biologiste et essayiste australiens, dans les années 1970, a aujourd'hui parcouru un grand chemin. Méthode globale, elle vise à concevoir des systèmes (qui peuvent être des habitats humains, des systèmes agricoles...) en s'inspirant de la nature elle-même.

La permaculture prend en considération la biodiversité de chaque écosystème, et les besoins de chaque élément naturel. Son but est d'arriver à une production agricole durable, économe en énergie, tant au niveau du carburant que l'énergie humaine, et bien sûr, elle vise à être respectueuse des êtres vivants et de leurs relations réciproques, tout en laissant à la nature sauvage le plus de place possible.

Mais la permaculture n'est pas seulement une méthode de jardinage qui serait juste un peu différente des autres, puisqu'elle incorpore aussi des notions d'écologie, de paysagisme, d'agriculture biologique, de biomimétisme (s'inspirer du vivant pour concevoir des objets et structures), d'éthique et de philosophie. Il s'agit donc de reproduire la nature de la manière la plus éthique et écologique possible. Les trois principes de base de cette philosophie sont de prendre soin de la nature, des hommes, et d'avoir un partage équitable des ressources.

Nous avons rencontré Cécile, habitante de la banlieue de Lille dans le Nord Pas-de-Calais, qui depuis sa découverte de la permaculture en est tombée amoureuse. Elle cherche désormais à développer sa parcelle pour, à terme, en devenir autonome.

Quelles sont les raisons qui vous ont poussée à vous lancer dans la permaculture ?

Quand je travaillais au bloc opératoire en temps qu'infirmière anesthésiste, nous utilisions énormément de produits consommables à usage unique, et il y avait un énorme gâchis d'emballages non recyclés. Personne ne triait les flacons en verre. A cette époque, je parlais souvent avec quelques collègues du réchauffement climatique, de la pollution, et de la surconsommation que nous vivions au travail et dans la vie de tous les jours. On trouvait que tout cela nous éloignait du bonheur. À cette période, j'ai commencé à lire des supers livres comme Zéro déchet de Bea Johnson, L'art de la simplicité de Dominique Loreau, Vers une sobriété heureuse de Pierre Rhabi... Tous ces livres m'ont inspirée. J'ai également regardé de nombreuses vidéos, et quelques films, qui ont eu le même effet.

Avec mon mari, nous avons commencé à appliquer quelques uns des principes que nous venions de découvrir, et à notre petite échelle, la vie n'a pas été plus compliquée. Elle en était même plus agréable. Je suis tombée un jour sur le livre de Charles et Perrine Hervé-Gruyer, Permaculture : soigner la terre, nourrir les hommes, et j'ai eu comme un déclic : pour être sûr-e de la qualité des aliments qu'on ingère, rien de tel que de les produire nous-même !

Comment abordez-vous ce style de vie au quotidien ?

Pour l'instant, je n'ai qu'un très petit jardin, qui me permet toutefois d'avoir un bon complément en fruits et légumes. On est bien loin d'être autonomes, mais désormais j'achète ce qui me manque dans les magasins bio de mon quartier. Tout cela est possible pour notre famille car j'ai pu prendre un congé de mon



Getty

travail précédent, et le salaire de mon mari suffit à nous faire vivre correctement avec nos deux enfants. C'est une chance, mais il faut voir également qu'on fait de belles économies en consommant moins...

Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans la permaculture ?

D'abord, ce qu'il faut savoir, c'est que la permaculture n'est pas un mode de jardinage, c'est avant tout un état d'esprit, une façon de voir le monde environnant. En somme, prendre soin de la terre et des hommes, tout un programme !

Ce que j'ai trouvé en arrivant dans ce milieu, c'est également une communauté très rassurante ! Je peux me former grâce à des stages, et les rencontres que je fais sont toujours très riches et satisfaisantes. On se sent moins seul·e·s avec nos idées de décroissant·e·s...

Quel est votre projet ?

D'abord, je prévois de m'inscrire à une formation diplômante, c'est-à-dire un certificat de maraîchage en agriculture biologique, pendant six mois l'année prochaine. Cela me permettra d'acheter un terrain plus facilement. Et à long terme, mon mari et moi souhaitons monter une micro-ferme dans la région qui nous plaît. Nous travaillons vers ce but chaque jour, pour vivre une vie avec plus de sens, de respect et de sérénité. ■

LONGUE VIE AU SEXISME ORDINAIRE

L'actualité présidentielle l'a prouvé, les mœurs n'évoluent toujours pas. Brigitte Macron est sujette aux sarcasmes en raison de son âge. En sa personne, c'est toute la gente féminine qui est insultée par l'expression péjorative «cougar.» Un argument de plus qui prouve le retard des mentalités et empêche une véritable égalité des sexes.

Diane Lestage

« Mamie à l'Élysée », « Première grand-mère de France ». Le sexisme ordinaire est toujours au cœur de l'actualité. Depuis, l'élection de son mari à la présidence de la république, dimanche 7 mai, Brigitte Macron la première dame de vingt-quatre ans son aînée est victime de moqueries et d'insultes sur les réseaux sociaux. Et les internautes ne sont pas les seuls puisque les hommes politiques et les médias s'en donnent aussi à cœur joie avec le terme « cougar ».

Un problème politique et médiatique

Jean-Marie Le Pen l'a par exemple utilisé lors d'une interview pour l'émission La Nouvelle édition en surnommant l'adversaire de sa fille de « mari de Madame la cougar ». Mais la dernière raillerie en date envers Brigitte Macron, c'est la Une de Charlie Hebdo datée du 10 mai. Celle-ci, montre la première dame vieillie et enceinte avec l'inscription « Il va faire des miracles ».

Cette une de Charlie Hebdo met finalement en lumière un véritable problème de société. Celui de la fin de la fertilité féminine qui s'inscrit sur le corps des femmes, contrairement aux hommes qui peuvent procréer toutes leur vie. Le vieillissement du corps féminin devient alors un symbole de la disparition du désir de l'homme pour celles-ci. En n'étant plus ainsi objet de ce désir, la sexualité féminine se retrouve être source de méfiance et victime du terme « cougar ». Il est temps de rappeler alors que le président des États-Unis, Donald Trump a également vingt-quatre ans de plus que son épouse et ce n'est évidemment pas le seul à vivre avec une femme plus jeune que lui. Avons-nous entendu des insultes à l'égard de ces hommes ? Non. Pourtant, le terme « cougar » fait aujourd'hui parti du vocabulaire courant alors qu'il n'existe aucun équivalent masculin.

Sexisme et «age shaming»

Concernant l'origine du mot, le cougar est un lion des montagnes, également appelé puma. C'est donc à un félin, chasseur, qu'une femme qui est avec un homme plus jeune est comparée. Une forme de diabolisation archaïque de la sexualité féminine qui consiste à remettre la femme à sa place dans la société.

Une preuve de plus que les mentalités n'évoluent toujours pas vers une égalité des sexes. Et les magazines féminins favorisent toujours cet « age shaming » en multipliant les articles qui donnent des conseils pour rester jeune. Brigitte Macron réunit en réalité deux peurs ancrées dans notre société : celle de vieillir et la castration du patriarcat par les femmes.

Petit rappel historique

Emmanuel Macron n'est pourtant pas le premier chef d'état à vivre une histoire d'amour avec une femme de vingt ans plus âgée. En effet, quand on regarde de près l'histoire de France, au XVI^e siècle, Diane de Poitiers, première dame de la reine, réconforte le jeune dauphin et futur Henri II encore jeune adolescent. Quelques années plus tard, il est toujours fasciné par cette femme et lui demande l'honneur de porter ses couleurs lors d'un tournoi. C'est en 1538 alors qu'ils sont âgés respectivement de 18 et 38 ans qu'elle devient la maîtresse officielle du roi et qu'elle le conseillera toute sa vie. Deux chefs d'états, deux femmes puissantes qui les soutiennent politiquement et des mentalités qui ne bougent pas depuis cinq siècles. Alors que la mise en scène du discours du président élu avait une allure voulue royale et que les similitudes avec Napoléon III sont évidentes, on a l'habitude de dire que l'histoire se répète. Il est peut-être temps d'arrêter de parler de l'âge de la femme d'Emmanuel Macron pour se concentrer sur la politique qu'il va mener. ■



Charlie Hebdo du 10 mai 2017

LE BASK

« JE FAIS CE MÉTIER TOUJOURS AUSSI DÉTENDU, J'Y DONNE TOUT CE QUE J'AI À DONNER MAIS JE N'ATTENDS RIEN EN RETOUR »

Noa Coupey, Solène Lautridou

Pour les vingt ans du festival Panoramas, nous avons rencontré Le Bask, figure emblématique du hardcore originaire de Montpellier. Mondialement connu, Ben n'a désormais plus à se faire une place. Mais que ce soit dans un petit club ou dans un gros festival, il prend toujours autant de plaisir à faire vibrer la foule.



Antoine Borzeix

Qu'est-ce que ça te fait d'être là ce soir ?

J'étais vraiment honoré d'être booké (programmé) ce soir, et d'autant plus pour les 20 ans. C'est un festival que je connais depuis des années donc recevoir une demande pour les Panos c'était cool quoi. Surtout pour du hardcore !

Comment as-tu vécu cette montée du hardcore ces dernières années ?

Eh bien, tranquillement en fait ! Au début c'étaient des demandes qui me surprenaient, par exemple pour

des clubs. Et après ça a été fou, l'année dernière par exemple il y a eu Dour et quand tu reçois des demandes comme ça, tu te dis qu'il se passe quelque chose. Après tu vois tes potes comme Vandal tourner dans des gros festivals et tu te dis voilà, ça y est, on y est. Lui c'était déjà un peu plus posé avec la raggaetek mais là avec le hardcore il se passe vraiment quelque chose.

Et toi tu as commencé il y a combien de temps ?

Alors moi, c'est pro depuis dix ans, mais sinon ça fait dix-sept ans que je suis là dedans. J'ai commencé en 98/99 avec des raves jusqu'à mes premiers

bookings en 2006. L'évolution du hardcore c'est pas la même partout, ça a surtout commencé en Hollande. En France, elle se fait bien mais il y a toujours cet amalgame avec les pouvoirs publics. Par exemple, je suis aussi producteur et programmateur de soirées et quand on fait une demande dans une salle, tout de suite on nous dit « ok, quand aura lieu votre rave ? ». Alors qu'on fait pas une rave, on fait une soirée légale, chez vous, où on va louer le lieu etc. Donc on est encore là dedans quoi.

Peux tu nous parler du système français vis-à-vis de ça justement ?

Le système français, je pense qu'il est vieux, enfin il est surtout fait de manière à ce que personne ne prenne de risque. Tout le monde se couvre, donc personne ne veut signer parce que s'il y a un problème, il faudra un responsable et personne ne veut être responsable. C'est plus facile de donner des salles ou des lieux aux salons du chocolat et aux salons des antiquaires plutôt qu'à des organisateurs qui veulent faire un festival techno.

Et tu préfères les petites soirées ou les gros festivals ?

Je préfère ni l'un ni l'autre. J'aime les deux. J'aime garder une proximité avec le public, c'est pas parce que maintenant on est en place que l'on se doit de refuser des salles de moins de 500 personnes. Si je refuse c'est juste que je peux pas. Je prends toujours autant de plaisir à accepter un booking (une programmation) dans un petit club et j'y mets la même énergie que pour les 20 ans de Pano. Chaque date a son petit côté magique en fait et ce que j'aime c'est qu'on se demande tout le temps à quel moment il va arriver, ce côté magique, à quel moment ça va partir en sucette (rires).

Est-ce que tu aurais un truc assez ouf à annoncer pour bientôt ?

Ouais y'a un truc... Mais je peux pas le dire encore. Mais ouais y'a un truc ouf. Y'a un come back d'une autre manière en fait, y'a un truc qui va arriver. Je pense pas cette année, j'y travaille, mais pour 2018 c'est sûr.

Nous on est un magazine créé par des jeunes, juste par passion. Est-ce que t'aurais des conseils à donner à ce-lles-ux qui veulent se lancer ?

C'est marrant que tu me demandes ça, car les problèmes ils viennent souvent des proches, donc soit de la famille soit des potes qui y croient pas. Quand on part sur des projets comme ça un peu artistiques, souvent les

proches ce qu'ils nous disent c'est « arrête, reviens sur quelque chose de plus concret où tu vas gagner de l'argent ». Et je pense qu'en fait, tout ça il faut s'en foutre. Il faut aller au bout de ses envies. Si vous êtes une équipe de fous et que tout le monde y croit, il faut y aller à fond parce qu'il y a que comme ça que ça marchera. Les parents, tout ce qu'ils veulent c'est la sécurité de leur môme.

Ça sent le vécu !

Ben moi c'était ça, au début quand j'ai annoncé que je voulais être reporter à mes parents -parce qu'à la base c'est ce que je voulais faire-, c'était « non, c'est pas une vie cameraman, comment tu vas faire ? »...

Quel a été le déclic qui t'a fait te lancer dans la musique ?

J'en ai toujours fait en parallèle ! Je pensais pas que ça allait autant marcher, et c'est peut-être aussi pour ça que je fais ce métier toujours aussi détendu. J'y donne tout ce que j'ai à donner mais je n'attends rien en retour. Si ça se termine, ça se termine. Si je fais le choix de prendre des vacances avec ma famille et qu'on me propose un festival de dingue, je ne vais certainement pas annuler mes vacances, chose que certain·e·s font. Je dis pas que j'en ai rien à foutre, mais y'a la vie à côté.

C'est encourageant en tout cas d'entendre tout ça !

Ah bah au début mes parents c'était pour être cameraman, mais après c'était pour la musique ! Je me rappelle, j'avais un studio à côté de chez moi et quand mes parents rentraient à 2h du matin ils me disaient de baisser la musique etc. Dans leur tête c'était pas concevable que leur gamin reste là à faire du boom boom toute la nuit. Quand ils ont commencé à voir des photos de dates dans des petites salles ils se sont dit « ouais c'est bien... », et puis quand y'a commencé à avoir les Dominator, Masters of Hardcore, Defqon et compagnie c'était autre chose.

Et aujourd'hui qu'est-ce qu'ils pensent de toi tes parents ?

Eh bah maintenant c'est moi qui leur dis « vous voyez les vieux cons, si je vous avais écouté·e·s, je n'aurais rien fait ». La musique j'ai jamais fait ça pour en être là, mais pour être cameraman, j'y croyais dur comme fer. Le mieux c'est d'y croire. Au pire, la vie c'est : tu te plantes, tu te plantes. Tu te ramasses et alors ? C'est pas grave quoi. Maintenant je peux en parler parce que je suis passé par ça. Être jeune c'est de l'angoisse, mais au final tu te dis que tout arrive à un moment donné. Faut juste y aller à fond. ■

L'INSTANT CONTE

VOYAGE DANS LES CONTRÉES POLONAISES

Emmanuelle Babilaere

Il était une fois, dans un pays pas si lointain, la Pologne, un terrible dragon qui s'en prenait aux habitants d'un village...

Le dragon du Wawel attaquait sans cesse les villageois si bien que ces-derniers décidèrent, pour le calmer, de lui laisser régulièrement une jeune fille à dévorer (tribut qui n'est pas sans rappeler d'autres sacrifices issus de la mythologie, notamment ceux des Athéniens exigés par le roi Minos pour le Minotaure). Le roi Krakus (qui donnera son nom à la ville de Cracovie) décida de faire appel aux plus valeureux des chevaliers pour tuer le monstre en promettant au vainqueur la main de sa fille unique, Wanda. Tous les chevaliers échouèrent, et c'est un cordonnier qui parvint à libérer le village et qui épousa ainsi la fille du roi.

Ce conte est tellement ancré dans le folklore polonais que la grotte de Wawel, qui était, raconte-t-on, le lieu où vivait le dragon, est devenue un lieu touristique majeur. Une statue du dragon protège d'ailleurs l'entrée de la grotte depuis les années 1970.

Ce conte est la toile de fond du roman *Déracinée* de Naomi Novik. Tout commence avec le tribut que les villageois doivent donner au Dragon. Tous les dix ans, il choisit et emmène avec lui une jeune fille de dix-sept ans. Le personnage principal, Agnieszka, fait partie des jeunes femmes qui peuvent être choisies. Bien que tout le monde soit persuadé que c'est sa meilleure amie, Kasia, qui les quittera pour rejoindre le donjon, c'est Agnieszka qui est désignée. Dans ce roman, le Dragon est un homme, un puissant mage qui n'est pas sans rappeler un autre personnage des légendes polonaises : Pan Twardowski, un alchimiste du début du XVI^e siècle qui aurait été très apprécié des habitants de Cracovie pour les services qu'il rendait. Le Dragon de *Déracinée* est toléré mais craint. Si les villageois lui offrent une jeune fille, c'est parce que le magicien les protège des attaques du Bois. Ainsi, de monstre dangereux assoiffé de sang, le Dragon devient un magicien protecteur indispensable à la survie du village. Tout l'intérêt du roman réside dans cette question : pourquoi la nature attaque-t-elle les habitants ? En s'emparant des codes des contes traditionnels, Naomi Novik propose une réflexion sur l'environnement et sur l'impact de l'action des hommes sur la nature.

Quant à Agnieszka, elle passe du statut de victime impuissante à celui d'héroïne dont le rôle sera déterminant. Le récit emprunte les caractéristiques des romans d'apprentissage en proposant une évolution du personnage. De son village natal à la cour du roi, en passant par le donjon du Dragon, Agnieszka doit faire face aux pièges que lui tendent les hommes mais aussi le Bois.

A partir de légendes polonaises, Naomi Novik nous offre un texte moderne, entre conte traditionnel et roman fantasy. *Déracinée* est une réécriture entraînante avec des personnages attachants et une réflexion intéressante sur l'environnement. ■



Le parc Planty de Cracovie la nuit, Wyspiański, Stanisław - Musée national de Varsovie

ÉCOUTER LES ABSENTS : LE VOTE PAR PROCURATION

La dernière élection présidentielle a été pleine de surprise, jusqu'à l'abstention et les votes blancs records au soir du second tour. Mais par-delà les votes ou l'abstention se dégage une pratique qui monte, peu étudiée et pourtant résolument différente : le vote par procuration.

Clara Gabillet

Avant même le premier tour de l'élection présidentielle française, la ligne de conduite à adopter était d'aller voter (et l'est toujours si ce n'est encore plus). Les souvenirs de l'élection de Donald Trump dans un coin de la tête, ou même le résultat du référendum du Brexit, pas question de tomber dans le piège des sondages. La France entière prône la mobilisation électorale. L'heure pour le pays de décider de ses cinq prochaines années. Tout semblait mis en œuvre pour déployer le plus grand nombre de suffrages. L'appel du vote à son paroxysme : pour user de son devoir démocratique, pour éviter le pire, pour user de sa voix. Et ce malgré l'impossibilité de se rendre aux urnes le jour fatidique. Qu'il s'agisse des médias, des réseaux sociaux ou des partis politiques, tous nous sommaient de ne pas rater l'élection. Même Snapchat a pris soin de nous y faire penser, développant son plus beau filtre : « La procuration, ça a du bon ! ». Si, par habitude, les absents ont toujours tort, ils dérogeront à la règle cette fois-ci.

En France, les citoyens peuvent voter par le biais d'un mandataire. Ils ont la possibilité de transmettre leur scrutin à la personne de leur choix, à condition de partager le même bureau de vote. Toute personne inscrite sur les listes électorales peut donc avoir recours à ce procédé en cas d'absence ou d'indisponibilité, attestant sur son honneur de la véracité de son excuse. Les motifs ont été étendus afin de faciliter cette pratique. Depuis 1993, le motif des « vacances » suffit afin de se voir délivrer une procuration. Pour ce faire, il faut se rendre au tribunal d'instance, au commissariat ou à la gendarmerie à l'aide d'une carte d'identité.

Le vote par procuration est une alternative dont

l'utilisation a doublé en vingt ans. Plus couramment utilisée durant les élections présidentielles, la procuration n'est plus aussi marginale qu'elle ne l'était par le passé. Pourtant, cela reste invisible : les chiffres ne sont jamais communiqués et de ce fait jamais étudiés. Si l'abstentionnisme semble être un raté de l'acte de vote, le vote par procuration est à son strict opposé : une forte volonté d'exprimer son opinion par les urnes.

Un anti-vote ?

Si le vote par procuration semble être l'antidote parfait pour se mobiliser électoralement, il est intéressant de l'analyser dans sa relation au vote traditionnel. C'est ce qu'ont fait Baptiste Coulmont, Arthur Charpentier et Joël Gombin dans leur texte « Un homme, deux voix. Le vote par procuration ». Ils montrent comment le vote par procuration contredit certains des principes initiaux du vote. L'article 3 de la Constitution établit le suffrage comme « toujours universel, égal et secret ». Le vote par procuration va ainsi à l'encontre de la règle de l'égalité et du secret. Le mandant et le mandataire ne sont liés que par une relation de confiance. De ce fait, la personne qui se rend au bureau de vote dispose d'au moins deux voix : la sienne et celle de la personne pour qui elle vote. Finalement, cet accord tacite n'empêche aucunement la personne de voter pour qui elle veut, et ceci avec ses deux voix. Quant au secret, il est annulé à partir de l'instant où le mandant doit expliciter son choix de vote à son mandataire. Même si cela bafoue les principes élémentaires du vote dans sa forme traditionnel, les autorités adaptent le système pour que la plus grande fraction de la société participe aux élections.



DR

Un vote à part ?

Si l'on suit le raisonnement des chercheurs évoqués précédemment, le vote par procuration semble être un vote différent des autres. Tout d'abord, il s'apparente à une sur-mobilisation électorale puisque ceux qui votent par procuration tiennent à s'exprimer malgré leur indisponibilité. Ils font la démarche d'aller demander procuration. Ainsi, contrairement à l'abstentionniste, celui qui vote par procuration trouverait son bonheur dans l'offre politique. Tout de même, il apparaît dans l'étude « Un homme, deux voix. Le vote par procuration » que cette pratique arbore des logiques sociales particulières. En effet, c'est un vote plutôt bourgeois, du moins cela se constate géographiquement au vu des quartiers aisés des villes dans lesquelles se font le plus les procurations.

Une pratique victime de son succès

Le vote par procuration connaît une réelle expansion. Pour autant, certains dysfonctionnements l'ont plutôt décrédibilisé. Lors du premier tour de l'élection présidentielle du 23 avril dernier, de nombreuses personnes n'ont pas pu voter alors que leur procuration avait été prise en compte, récépissé à l'appui. Même s'il faut prendre en compte l'acheminement des demandes, il persiste des failles qui ne s'expliquent pas. Le ministère de l'Intérieur n'a d'ailleurs pas communiqué à ce sujet. Pourtant la colère est bel et bien présente chez ceux qui avaient tout organisé pour voter à distance au premier tour et ont vu leur démarche refusée. Des limites qui interrogent à l'heure où certains prônent un nouveau système électoral et un nouveau mode de scrutin. ■

MARINE LE PEN VUE DEPUIS L'ÉTRANGER : ENTRE INDIFFÉRENCE ET INQUIÉTUDE

La campagne présidentielle française a fait couler beaucoup d'encre, notamment grâce à son second tour inédit. À l'étranger, c'est Marine Le Pen qui a le plus intrigué... Témoignages recueillis avant le second tour, emplis de méfiance, voire de peur.

Selma Borges

Nous avons demandé à cinq personnes issues de pays différents ce qu'elles pensent de Marine Le Pen, ce qu'en dit leur entourage et comment elle est, chez eux, représentée par les médias. Le résultat présente un paradoxe intéressant : alors qu'ici Marine Le Pen évoque une révolution politique à échelle nationale et européenne, alors que les idées de guerre civile et de « trumpisation » de la France se transmettent à travers le pays, il s'avère qu'à l'étranger il n'en va pas forcément de même. L'avenir avec la candidate du Front National n'intéresse pas tout le monde, au sens littéral du terme.

« Je ne sais pas grand-chose à propos de cette femme, à part qu'elle veut devenir présidente... », nous répond une jeune allemande en formation policière.

« À Cuba, les gens ne suivent pas les élections françaises, et je pense qu'ils ne connaissent pas Marine Le Pen », dit à son tour une Cubaine de 24 ans qui vient d'emménager en France.

Une étasunienne renchérit : « Je ne sais rien à ce sujet donc j'ai bien peur de ne rien avoir pour vous... »

« Si elle gagne, ça peut être la fin de l'Union Européenne »

Malgré ces quelques réponses évasives, deux femmes ont parlé de leurs impressions. Maria Valtchuk, étudiante en pédagogie de réhabilitation à Berlin, nous a fait part de ses observations et de ses angoisses :

« Dans mon entourage, à part ma famille, peu de gens parlent des élections françaises. Par contre, dans les médias allemands, il y a toujours des reportages, des articles et des discussions sur la situation actuelle de Marine Le Pen et de Macron, et leur position dans le deuxième tour.

Je dirais que dans les articles que j'ai lus, Marine Le Pen est toujours, avec raison, montrée comme une menace qui pourra provoquer un bouleversement total dans l'Union Européenne. Macron, à l'inverse, est toujours décrit comme « le sauveur » de l'UE et comme

un jeune dynamique qui pourra peut-être faire du changement en France. Je sais que les français au début croyaient en Macron et qu'ils étaient contents de l'avoir comme candidat, mais que maintenant cela a changé. Beaucoup de gens disent que le fait que Macron ne soit pas rallié à un parti politique et qu'il soit soutenu par des « riches » fera qu'en fait il ne changera rien. Ce changement n'est pas beaucoup discuté dans mon pays. Je crois que c'est dû au fait que l'Allemagne et beaucoup de jeunes allemands ne veulent pas perdre foi en l'UE.

Personnellement, j'ai peur du résultat des élections de la semaine prochaine, car si Marine Le Pen gagne, ça peut être la fin de l'UE. En plus, les résultats pourraient influencer les élections qu'il y aura en septembre en Allemagne. Mais pensons positif, en ce moment Macron est encore le favori ! »

Sandra, originaire du Portugal :
« les yeux du monde sont rivés sur la France »

Contrairement à Maria qui se concentre sur le déroulement politique, Sandra Moura, mère

de famille portugaise de 45 ans, axe sa réflexion sur le symbole idéologique que représente Marine Le Pen et les conséquences sociales que pourrait provoquer son élection :

« Je crois qu'au Portugal, Marine Le Pen est représentée comme une personne nationaliste, xénophobe et anti-Europe. Il est difficile de comprendre comment la démocratie peut tomber, et laisser croître ce genre de personnes dans le monde. Elles parviennent à convaincre l'opinion publique avec un discours démagogique, comme Donald Trump l'a fait. Le monde nous appartient à tous ! Votre journal français est intéressé par l'opinion d'une femme portugaise concernant les élections en France. Et les yeux du monde sont rivés sur la France. Pourtant, Marine Le Pen se dresse uniquement pour les gens français. Elle oublie que son propre pays contient plus

d'un million de portugais qui ont construit ses propres maisons et ses propres routes, par exemple. Quand l'Europe et le monde ont besoin de solidarité et font un effort collectif, Marine Le Pen veut fermer ses portes à l'Europe et aux migrants ! Selon moi, elle est faible. Elle est fragile car la démocratie et la solidarité sont plus fortes que tout. Tous ceux qui travaillent dur savent qu'ils doivent quelques fois aider les autres et être aidés à leur tour. C'est comme dans une famille : nous devons nous lever ensemble quand « les temps sont durs ». Le 25 avril, c'était le jour marquant la révolution au Portugal, en 1974, contre un dictateur et son oppression. Le peuple portugais sait ce que cela fait d'être seul. Nous l'avons été pendant tant d'années ! J'espère que la France se battra pour rester sur la carte européenne avec nous, combattrà pour sa propre culture et ses valeurs, dans l'Union Européenne.

Nous n'avons pas peur des étrangers car nous sommes solides dans nos valeurs. Je crois que le peuple français l'est aussi. »

D'après ces multiples témoignages, nous pouvons conclure que certains semblent indifférents vis-à-vis de Marine Le Pen. D'autres voient en elle la mise en jeu de l'Union Européenne. Chez ces derniers, les plus jeunes sont nourris par l'espoir d'une Europe soudée comme jamais. Les plus vieux se basent quant à eux sur leur expérience pour nous rappeler cette chose qu'il peut être si facile de nous ôter : la démocratie. ■



S.LAGOUTTE

LES FAMINES, CES « CRISES FABRIQUÉES DES MAINS DE L'HOMME »

Agathe Hugel

Pour le Secrétaire-Général de l'ONU, Antonio Guterres, le monde « fait face à sa pire crise humanitaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». La famine réapparaît aujourd'hui en masse dans le monde, et notamment sur le continent africain, où la situation dans certaines régions est alarmante.

L'Organisation des Nations Unies (ONU) a estimé qu'en 2017, 37 pays ont besoin d'assistance, 28 d'entre eux se situant en Afrique. Le continent regroupe de nombreux pays pauvres où la croissance démographique est forte, mais les ressources ont du mal à être équivalentes aux besoins des populations. La crise alimentaire que connaît le continent est aujourd'hui principalement localisée dans la corne de l'Afrique, où quatre pays sont en état grave : la Somalie, le Soudan du Sud, le Nigeria et le Yémen.

L'état de famine est déclaré lorsqu'une malnutrition aiguë touche plus de 30% d'une population d'un état, et que plus de 20% de la population d'une région a un accès limité à la nourriture de base. C'est donc une situation extrême, qui naît de conditions complexes et de crises très longues. Dans les quatre pays déjà cités, la crise alimentaire n'est pas nouvelle. Elle est le fruit d'années de combat et de situations économiques et climatiques désastreuses. C'est en Somalie que le dernier état de famine avait été décrété en 2011 ; aujourd'hui la situation se reproduit à nouveau.

Des causes climatiques, mais également politiques

Il y a donc plusieurs causes à ces crises alimentaires, deux en particulier : le climat et l'instabilité politique. Les spécialistes s'accordent à dire que la famine est fabriquée par l'homme et les crises politiques majeures, ce qui est en partie vrai. En effet, la Somalie, le Soudan du Sud, le Yémen et le Nigeria ont tous en commun d'être des pays en guerre ou aux mains d'un certain type de terrorisme, comme l'organisation Boko Haram au Nigeria ou l'Etat Islamique au Yémen. En Somalie et au Soudan du Sud, ce sont des conflits politiques internes qui tourmentent le plus les populations. Ces crises permettent alors aux facteurs

climatiques de prendre une importance encore plus grande.

La corne de l'Afrique est victime de sécheresse et de mauvaises récoltes depuis quelques années, et ces crises environnementales ont eu un effet dévastateur sur l'agriculture des pays concernés. Les récoltes sont mauvaises, et les épisodes de sécheresse s'intensifient, ce qui empire la situation alimentaire des populations. Celles-ci, à court de nourriture et d'eau, sont alors sujettes aux crises alimentaires et famines.

C'est ici qu'entrent en jeu les facteurs politiques. Car en effet, là où la guerre fait rage, les populations se déplacent. La crise des réfugiés n'est pas seulement le propre de la Syrie, mais elle touche de nombreux pays. Les populations cherchent refuge dans des endroits où elles ne seront pas attaquées. Or ces déplacements de population, dus à une guerre civile ou au terrorisme, ont pour effet de désorganiser les activités agricoles et les habitudes des populations : l'agriculture vivrière est donc déstabilisée, car en plus des problèmes climatiques, les terres sont délaissées et les cultures n'ont pas le temps de porter leurs fruits. De plus, à cause des difficultés à trouver de la nourriture, les populations doivent se déplacer de plus en plus, et les pénuries entraînent une hausse des prix, or les populations n'ont plus les moyens de payer leur subsistance. Toute cette situation entraîne des troubles dans les pays touchés, ce qui nourrit le cercle vicieux des crises politiques, et donc alimentaires. Les famines qui en résultent sont donc finalement dues aux hommes, et pas seulement à des climats non favorables à l'agriculture.

Les crises alimentaires ont des conséquences désastreuses pour les populations qui ne peuvent survivre sans nourriture. Toutefois, une conséquence moins étudiée des famines est le problème de

l'hygiène. Si les populations se déplacent pour éviter la guerre et le terrorisme, les services de base comme l'accès à l'eau potable seront de plus en plus impossibles à assurer, ce qui bien sûr pose des problèmes hygiéniques flagrants. En conséquence, plus de morts sont imputées au retour de maladies comme le choléra (en particulier au Yémen et en Somalie) et au manque d'hygiène plutôt qu'au manque de nourriture.

« Nous devons agir maintenant pour sauver des vies »

Ce sont les mots d'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU. Ces mots sont répétés depuis de nombreuses années, mais souvent n'ont aucun impact. Alors qu'aujourd'hui la Somalie a été déclarée en état de famine, et le Yémen en état de pré-famine (bien plus qu'alarmant en soi), la question de l'intervention internationale se pose de plus en plus. Où sont les états puissants, qui affichent leur richesse et leurs avancées techniques lors de tirs grandioses de missiles ? Participent-ils à l'éradication de ce fléau dévastateur qu'est la famine ? Un constat est à faire : peu d'entre eux s'en soucient. Bien sûr, nous entendrons toujours les appels à donner aux ONG, et les « il faut faire quelque chose pour eux ». Mais dès qu'il s'agit d'agir, c'est une toute autre histoire.

En début d'année, Guterres a appelé la communauté internationale à donner 4.4 milliards de dollars avant le mois de juillet, afin de résorber la crise alimentaire et la famine dans certains états africains. La date butoir de juillet a été donnée pour éviter qu'une crise bien plus grave n'apparaisse. A ce jour, seulement 20% de

ce montant a été donné à l'ONU. Bien que les ONG et l'UNICEF soient devenus plus performants en termes de réponse à ce type de crises, cela ne suffit pas. L'aide de la communauté internationale, quasiment inexistante, est à déplorer.

Pour certains, l'absence de mobilisation de la communauté internationale est due à son accoutumance aux famines. Les crises alimentaires à répétition en Afrique auraient en effet vacciné les états plus privilégiés à agir à chaque fois pour aider. Sans aucune volonté politique de résoudre les conflits et donc les crises, la situation ne s'améliorera pas. Aujourd'hui, face à la multiplication des crises de toutes sortes dans le monde (alimentaires, politiques, économiques...) comme en Syrie ou au Yémen et en Somalie, les pays d'habitude donateurs ne savent plus où donner de la tête. A qui donner ? Qui aider ? Les réfugiés, bombardés par leur propre gouvernement, ou bien ceux qui meurent de faim ? La question se pose. Devrait-elle se poser légitimement, toutefois ? Est-ce bien correct d'ignorer une crise au profit d'une autre ?

Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que si les pays occidentaux attendent qu'il pleuve en Afrique pour améliorer la situation, nous allons regarder ces populations mourir très lentement. Il nous reste simplement à espérer que nos gouvernements ne se réveilleront pas trop tard, comme lors du génocide au Rwanda en 1994, quand personne n'avait bougé le petit doigt pour arrêter le massacre des populations, et que tout le monde avait déploré ce manque d'action alors qu'il n'y avait plus rien à faire. Alors, il est temps de se réveiller, et d'aider ces populations en détresse. ■

AFP/ALBERT GONZALEZ FARRAN



« LE PROCÈS DU SIÈCLE »

LES AFFRES DU DÉNI

Le nom français de Denial, film de Mick Jackson (à qui l'ont doit Bodyguard (1992), dans un autre registre), s'il est certes assez peu subtil, a le mérite d'être clair : Le procès du siècle relate en effet les étapes du procès opposant l'historienne américaine spécialisée dans l'holocauste Deborah Lipstadt et le négationniste* David Irving, à l'aube des années 2000. Si, dans la forme, le film reste très classique, son point fort réside dans la performance ajustée des acteurs, et surtout dans les problématiques qu'il soulève et qui trouvent encore un écho glaçant dans l'actualité, 17 ans après ce procès historique.

Eloïse Bouré

Au tout début du film, le pseudo-historien David Irving (interprété par Timothy Spall, excellent dans l'abjection) s'incruste dans une conférence de Deborah Lipstadt (Rachel Weisz) et l'apostrophe publiquement. Sur le ton sensationnaliste qui est sa marque de fabrique, il propose d'offrir mille dollars à quiconque pourra lui prouver l'existence de l'holocauste, qu'il prétend n'être qu'un complot répandu par la communauté juive – postulat qui donne déjà une idée assez claire de l'odieux personnage. C'est Irving lui-même qui initie par la suite le procès l'opposant à Deborah Lipstadt et à son éditeur Penguin Books, qu'il accuse de diffamation alors que l'éminente professeure le qualifiait de négationniste dans son livre sur le sujet, *Denying the Holocaust: the growing assault on truth and memory*.

Selon la loi britannique, c'est à l'accusé de prouver son innocence : dès lors, Deborah Lipstadt et son équipe de brillants avocats et experts se retrouvent dans la situation absurde de devoir prouver l'existence de l'holocauste, et la falsification volontaire des faits par David Irving. A travers une mise en scène classique et typique du genre, le film de Mick Jackson opère alors une reconstitution fidèle et documentée du déroulement du procès, de la préparation intensive de l'équipe de défense de Deborah Lipstadt jusqu'au rendu du verdict définitif du juge, discréditant Irving et le menant à sa ruine. Le film place évidemment en son centre l'inénarrable Pr. Deborah Lipstadt, figure d'indépendance et de franc-parler, portée ici avec justesse par la talentueuse Rachel Weisz. Parmi son équipe chevronnée, on retrouve les acteurs Tom

Wilkinson et Andrew Scott, interprétant tous deux des avocats intègres et stratèges. Le film, tout comme les personnages, évite de tomber dans le pathos et l'émotivité et fait primer l'objectivité des faits, la vérité inébranlable.

De l'importance du discours et de l'histoire

Le procès du siècle ne marquera probablement pas le 7ème art, mais il a le mérite de soulever des problématiques essentielles à travers l'histoire vraie de Deborah Lipstadt et les dérives du discours propagé par David Irving. Au début du procès, des membres de la communauté juive londonienne conseillent à Deborah Lipstadt de renoncer à la procédure judiciaire, d'ignorer Irving afin de ne pas lui donner plus de visibilité (il est alors déjà sur le déclin puisque ses livres, de plus en plus contestables, peinent à trouver un public), de résoudre le différend à l'amiable. La prise de position de Deborah Lipstadt souligne néanmoins l'importance de se battre, car ignorer la menace c'est ignorer les dérives qu'elle peut ensuite entraîner. Dans le film, le personnage d'Irving apparaît certes comme ridicule, imbus de lui-même et détestable, mais cependant il se trouve des gens pour acheter ses livres, lui accorder du crédit, se reposer sur ses théories pour défendre des idées dangereuses, qu'elles soient racistes, antisémites ou xénophobes. Si les propos tenus par Irving et ses adeptes nous paraissent d'emblée absurdes, totalement ridicules et obscurs, il paraît important de ne pas sous-estimer la menace qu'ils peuvent représenter dès lors qu'ils sont banalisés.



Le négationniste David Irving, incarné par Timothy Spall - Copyright SquareOne/Universum

Tout le combat de Deborah Lipstadt vise à empêcher la possibilité de deux discours acceptables sur l'holocauste ; l'idée que certains croient à l'Holocauste et d'autres pas. Or il n'est évidemment pas question de croyance ou d'opinion, mais bien de faits. La couverture médiatique du procès prend dès lors une importance centrale dans le film, symbolisant le lien essentiel avec l'opinion publique. Le procès du siècle défend l'idée, verbalisée à la fin par l'historienne elle-même, que si toutes les opinions ont le droit d'être exprimées (en vertu la liberté d'expression) toutes ne se valent pas, et il est important d'en avoir pleinement conscience.

S'armer face à l'avenir

Le film insiste par ailleurs sur l'importance primordiale de l'éducation dans la construction de l'avenir, et la nécessité d'éveiller la conscience des plus jeunes face à des problématiques historiques. Une scène au domicile de David Irving nous montre ainsi sa fille, très jeune, dont on apprendra lors du procès que son père lui fait apprendre des comptines nazies... D'autre part, le film est ponctué de scènes montrant Deborah Lipstadt donnant cours à ses élèves de l'université, face auxquels elle souligne l'importance des faits objectifs, décrypte les mécanismes négationnistes et fait notamment appel aux théories sur la banalité du mal (si Hannah Arendt n'est jamais explicitement citée, on pense évidemment à ses travaux).

Le procès Irving/Lipstadt n'est pas si loin derrière nous. Seulement 17 ans nous en séparent, et si le

film de Mick Jackson met en lueur l'absurdité du négationnisme, il insiste aussi sur l'importance de combats qui ont encore raison d'être à l'heure actuelle. Comment ne pas trouver une résonance dans la colère, la frustration et la nécessité de se battre de Deborah Lipstadt et de son équipe ? Le nazisme et le négationnisme ne sont malheureusement pas enterrés avec un passé lointain. Aujourd'hui, le fascisme qui rôde et se normalise dans les sphères politiques, et l'horreur de la situation en Tchétchénie (où se déroulent des purges meurtrières, organisées par les autorités et visant à éliminer la communauté LGBT du pays), entre autres, prouvent que l'urgence du combat est toujours aussi prégnante.

Il est nécessaire, essentiel, de prendre en compte le poids de l'histoire afin d'éviter qu'elle ne se répète, et dans cet effort le discours et les mots prennent toute leur importance. Banaliser l'exclusion de l'autre, l'intolérance, la séparation, considérer ce genre de discours comme étant acceptable, c'est banaliser à terme les atrocités commises envers l'humain. A l'ère de la post-vérité, la vigilance portée au discours et à l'objectivité des faits s'avère donc plus que toujours de circonstance face aux tentatives de banalisation de l'inacceptable. ■

**négationnisme : doctrine niant la réalité du génocide des Juifs par les nazis, notamment l'existence des chambres à gaz.*

« SALLE DE SHOOT »

QUEL COMPROMIS ENTRE DIMINUTION DES RISQUES ET TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC ?

Camille Aujames

Chloé Moukourika

Jeudi 4 mai, 10 heures - aux alentours de la Gare du Nord. Aux abords des urgences de l'hôpital Lariboisière, une femme crie « Skenan ! Skenan* ! », un gros sac chargé d'affaires sur le dos et son chien en bout de laisse.

Des billets sont échangés, les négociations sont rudes. Un homme dort à même le sol sur le trottoir des urgences. A quelques mètres, logée au 14 rue Ambroise Paré, dans le 10^{ème} arrondissement de Paris, la première salle de consommation à moindre risque (SCMR) nous ouvre ses portes. Loin de faire l'unanimité - en témoignent les banderoles accrochées aux balcons des riverains « Non à la salle de shoot dans mon quartier » - elle est l'objet de polémiques et de réticences depuis de nombreuses années, particulièrement depuis son ouverture le 16 octobre 2016. Enquête.

L'aboutissement de trente années de débats

Alors que la première « salle de shoot » au monde a ouvert en Suisse en 1986, il aura fallu attendre l'an dernier pour que la France ouvre ses deux premières salles de consommation à moindre risque, à Paris et à Strasbourg, devenant alors le dixième pays au monde. Le 11 octobre, l'inauguration de la salle de consommation à moindre risque, dispositif de santé publique qui permet l'accueil d'usagers de drogues en situation de précarité par une équipe médico-sociale, ponctue trois décennies d'actions et de réflexions autour de la question de réduction des risques et des dommages.

Grégoire Cleirec, interne en médecine générale et en addictologie, revient sur les spéculations autour de la salle de consommation à moindre risque. La réflexion autour de la réduction des risques et des dommages liés à la consommation de drogue a été propulsée sur le devant de la scène politique et médiatique durant les années 1990.

A cette époque, le SIDA se propage en France, faisant notamment des ravages parmi les usagers de drogue (une personne sur deux contaminée par le VIH était alors dépendante). La SCMR fait suite aux kits d'injection gratuits ou à moindre coût et aux produits de substitution (méthadone et subutex) déjà proposés. Cette nouvelle expérimentation répond à deux constats. Le premier, qui tend vers un humanisme, affirme que la lutte contre la drogue est un échec et que la répression ne semble pas être la solution. Cette réflexion vise à considérer les consommateurs comme des victimes et non comme des criminels. Cette

culpabilisation accentue leur marginalisation et les condamne à demeurer en marge d'une société dont ils sont exclus de fait par leurs pratiques jugées déviantes. A cela s'ajoute un second constat. Plus pragmatique, ce dernier révèle que les gens consomment, se transmettent des maladies et génèrent des troubles à l'ordre public. La SCMR de Paris se veut donc capable d'offrir un cadre plus sain aux usagers de drogues.

Un espace sain pour répondre à un défi de santé publique

Le parti est pris de réserver le plus grand nombre de places aux usagers injecteurs, une petite salle avec quatre places, étant réservée aux consommateurs qui inhalent du crack.

A l'accueil, l'usager doit donner un nom et une date de naissance, puis montrer le produit qu'il compte consommer. L'alcool étant proscrit, des casiers sont mis à disposition pour les effets personnels et les éventuelles canettes de bière. Lors du tout premier passage à la SCMR, il faut passer un entretien avec un membre du personnel médical de l'association Gaïa ainsi que signer le règlement intérieur. L'espace de consommation, aux murs blancs aseptisés, peut accueillir jusqu'à douze consommateurs injecteurs à des postes cloisonnés. Cette séparation a pour but de respecter l'intimité des usagers qui peuvent souvent être réticents à une exposition. « Les consommateurs se méfient souvent les uns des autres, ils le reconnaissent eux-mêmes, la rue les rend aussi nerveux », confie l'organisatrice des Portes Ouvertes. Après avoir consommé, par injection ou par inhalation, grâce à du matériel propre, fourni par l'association et à usage unique, les usagers peuvent se rendre en salle de repos, où des sièges, des livres et autres activités sont disposés. Il leur est également possible de discuter avec des éducateurs et autres personnels de l'association qui refusent d'avoir une posture moralisatrice ou paternaliste.

Toutefois, derrière cette façade protectrice et ce système désormais présent dans dix pays du globe, la question se pose de savoir si les conditions de vie des riverains du quartier de la Gare du Nord se sont améliorées.

Déjection canines, seringues, pipes à crack et bagarres

L'ouverture de la SCMR a suscité bien des inquiétudes, surtout de la part des riverains de la rue Ambroise Paré. Tous les deux mois environ, la Mairie de Paris organise un comité de voisinage en présence de l'association Gaïa, composé de riverains, d'élus et de différentes entreprises et institutions locales (SNCF, RATP etc.). L'association « Non à la salle de shoot » évoque point par point les différents troubles au voisinage quotidiens dont ils font l'objet : forte présence de déjections canines, des seringues et des pipes à crack retrouvés dans les hall d'immeubles quand ce ne sont pas les consommateurs eux-mêmes qui y consomment, une stagnation aux abords de la salle avant et après l'ouverture (13h30-20h30) et l'occupation pour la consommation du parking ou bien de la station Autolib de la rue Saint Vincent de Paul par les usagers.

Le compte-rendu du dernier comité datant de mars, il faut rester prudents sur les différentes plaintes qui ont peut-être évoluées. Lors de ce comité, la mairie a rappelé qu'au mois de février, alors période de grand froid, le nettoyage à l'eau des rues, et donc des déjections canines, n'a pas pu être fait correctement. Sur place, les différents commerçants proches de la salle ne souhaitent pas évoquer leur sentiment vis-à-vis de ces questions, certainement à cause de la forte sollicitation dont ils font l'objet. Mais les panneaux « Non à la salle de shoot » sont eux, bien visibles. Un agent d'entretien de la mairie confie pourtant : « ça n'a rien changé, c'est peut-être pire depuis l'ouverture, les bouches d'égouts sont littéralement remplis de seringues » décrit-il en montrant une photo, preuve à l'appui. Pourtant, une association, SAFE, ramasse depuis plusieurs années les seringues dans le quartier, et elle a constaté une nette diminution de celles-ci. Les consommateurs ont également à leur disposition des « poubelles » dédiées à ces déchets et des distributeurs d'ustensiles propres.

Il y a bien des usagers qui stagnent aux abords de la salle, de l'hôpital ainsi que dans les rues avoisinantes, mais leurs présences n'est pas nouvelle, puisque le quartier de la Gare du Nord est depuis longtemps investi par ces questions d'usages et de ventes de drogues. L'association Gaïa reconnaît que, depuis quelques semaines, les consommateurs sont plus présents : « il y a des plaintes à cause des cris et des chiens tenus sans laisse, quant aux personnes qui consomment dans les cages d'escalier des immeubles, on a donné un numéro de téléphone de l'association à tous les riverains pour qu'on puisse intervenir ». Un éducateur de Gaïa ajoute : « il faut savoir que la consommation la plus à risque est celle du matin, au réveil, c'est à ce moment là que les usagers, alors en manque après une nuit de sommeil, ont un besoin assez urgent de se piquer, et malheureusement, les horaires d'ouverture de la salle sont strictes, on ne peut pas ouvrir le matin. Alors, les usagers cherchent un moyen de se piquer quand même, dans un lieu un peu à l'abri ». A quand une ouverture plus prolongée ?

À moindre risque

Le problème pris dans l'autre sens, du côté des consommateurs, le bilan semble bien plus positif. D'abord réticent, « un usager nous disait qu'il ne viendrait jamais, et il a été le premier consommateur de la salle ! » témoigne l'association, et aujourd'hui elle décompte plus de 120 personnes par jour. Salle de shoot, mais surtout salle pour une consommation à moindre risque. Grégoire Cleirec précise : « la salle accueille des poly-toxicomanes souvent très précaires et donc sujets à contaminations puisqu'ils échangent les seringues entre eux, la SCMR permet de réduire considérablement ces risques ». Les bilans des autres salles à l'internationale sont tous positifs dans ce sens. La précarité des consommateurs est plus que réelle puisque 30% des usagers de la salle sont Sans Domicile Fixe et 30% sont dans des hébergements d'urgence. Ce sont des populations à risques qui sont encadrées dans leur consommation mais également aidées dans leurs démarches sociales.

Ouverte depuis seulement huit mois, « on ne peut pas faire de bilan à ce stade, la salle a une période d'essai de 6 ans, ce qui est un nombre d'années nécessaires pour conclure de son efficacité ou non » rappelle Grégoire Cleirec. Réouverture des portes à 13h30, le bal reprend, rendez-vous dans 6 ans. ■



Camille Aujames pour Maze Magazine

NEWMANITY

VOTRE NOUVELLE BOÎTE MAIL ENGAGÉE ET ÉCO-FRIENDLY

Peut-être connaissez-vous Ecosia ou Lilo, moteurs de recherches en plein essor avec lesquels chaque recherche permet de planter un arbre ou financer des projets sociaux. Peut-être aussi avez-vous entendu parler de sites comme Gooded.com, qui permettent de faire des dons humanitaires en ligne en regardant simplement une publicité pendant quelques secondes pour offrir un repas ou un vaccin. Dans la même veine, laissez-nous vous présenter le nouveau service montant du web collaboratif : Newmanity, la boîte mail éthique !

Yannis Moulay

Newmanity, c'est d'abord un projet français lancé en 2012 qui décide de faire concurrence aux grands géants du web. Après avoir fait le deuil de leur réseau social eco-friendly en 2016 (broyé net par la popularité de Facebook), ses créateurs se sont tournés vers un service liant boîtes mail et partage en ligne de fichiers, tous deux respectueux de la vie privée et de l'environnement.

La messagerie la moins polluante du web

Une boîte mail n'étant pas d'une complexité extraordinaire, intéressons-nous plutôt aux spécificités du service : déjà, il faut savoir qu'un seul mail sur une boîte de messagerie standard (envoi et archivage) émet à peu près 20g de CO2. Sur Newmanity le coût en CO2 est conçu pour être le plus bas possible : il est même divisé par 2, soit 10g ! Ce qui, mine de rien, fait la différence sur le long terme, sans compter les innombrables spams qui polluent votre boîte. Engagés jusqu'au bout, notons que les serveurs, situés aux Pays-Bas, sont intégralement alimentés en énergie renouvelable.

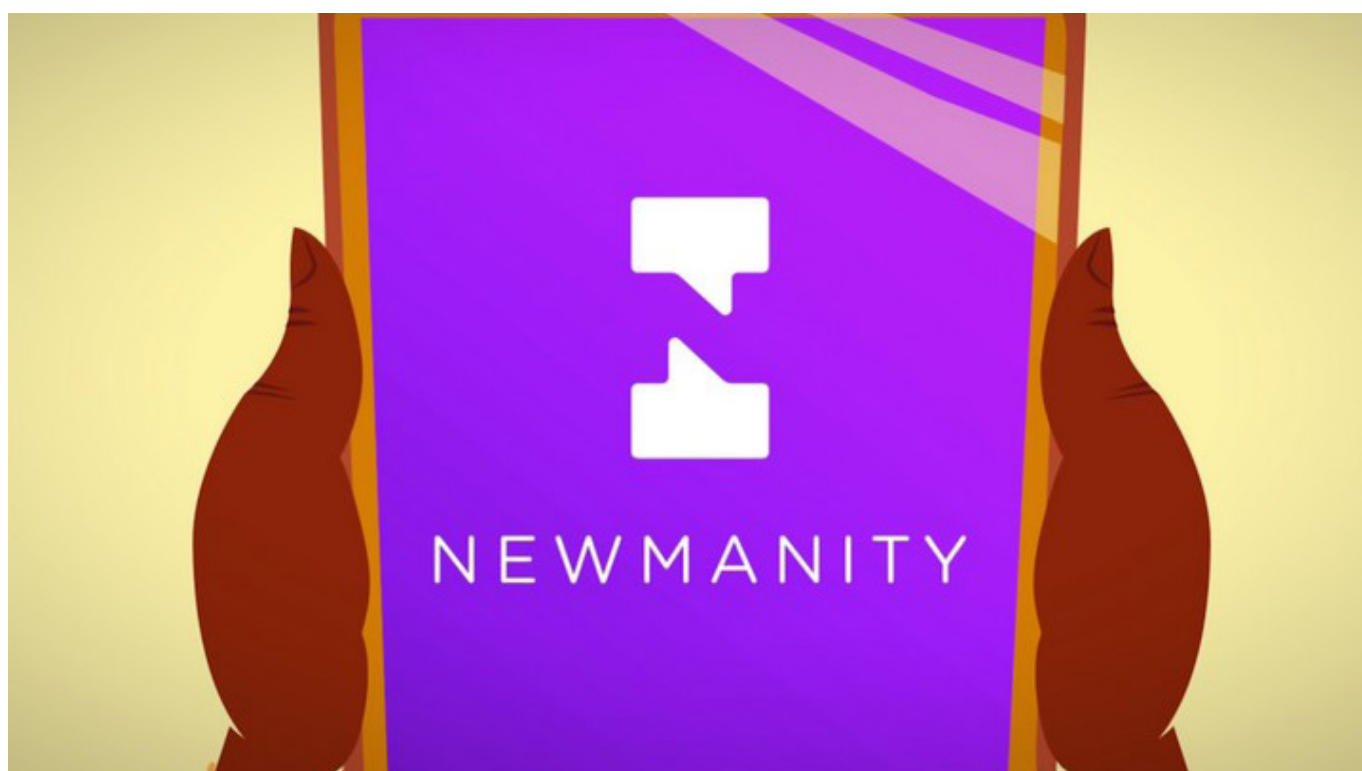
Souriez, vous n'êtes pas fichés

Une autre préoccupation forte de Newmanity est la protection des données personnelles des utilisateurs : les serveurs Zimbra (pour la messagerie) et Folio (pour le stockage en ligne) sont sécurisés, en open source, et le service garanti de ne pas fouiller dans les mails de ses utilisateurs ou de partager ses données personnelles, contrairement à un Gmail ou un Microsoft qui ne s'en cachent même plus.

C'est bien beau mais comment ça tourne ?

Mais si Newmanity ne se finance pas sur le dos d'utilisateurs ignorant que leurs données sont vendues à des entreprises, comment tout cela fonctionne ? Il faut savoir que le service est gratuit pour les particuliers. En revanche, les entreprises pourront payer 4 euros pour l'utiliser. Utilisant un système se rapprochant du free-to-play vidéoludique, on pourra toujours s'offrir un giga de mémoire supplémentaire pour un euro symbolique (littéralement). 20% de l'abonnement sera ensuite reversé à une association pour financer un projet social du choix de l'utilisateur parmi les 15 disponibles une fois qu'il a liké celui dont la cause lui importe le plus.

Oui, Newmanity, c'est un pari osé, mais plein de sens, nécessaire et intelligent. En plus de son engagement résolument ancré dans le développement durable, Newmanity se remarque par un service performant, fluide et ergonomique qui nous séduisent et qui méritent d'être encouragés dans leur démarche citoyenne. Alors, prêt·e·s à changer votre @gmail.com par un flamboyant @ntymail.com ? ■



Newsmanity

Emmanuel Macron est devenu le 7 mai dernier le huitième président de la Ve République. Mais quels sont les pouvoirs du Président ? Ses relations avec le gouvernement, le Parlement ? Lumière sur un système politique atypique en Europe.

AU FAIT, ÇA MARCHE COMMENT LA V^E RÉPUBLIQUE ?

Kevin Dufreche



Emmanuel Macron à Paris le 7 mai 2017 / Philippe LOPEZ / AFP

Hyper-président ?

Alors qu'en Allemagne ou en Italie il est relégué à un rôle symbolique, sur le modèle des derniers monarques européens, le président de la République concentre en ses mains beaucoup de pouvoir. Voire trop, pour certains. À commencer par... un président de la République lui-même. En 1964, François Mitterrand (président de 1981 à 1995) écrivait *Le Coup d'État permanent*, un pamphlet contre la Ve République voulue par le général de Gaulle, dont il dénonce le pouvoir personnel, amplifié par ces nouvelles institutions.

Et si le socialiste dénonçait ce pouvoir personnel, c'est

effectivement parce que le président de la République française concentre entre ses mains de nombreuses attributions, définies par l'article 8 de la Constitution :

Il nomme le Premier ministre et préside le conseil des ministres

Il nomme les hauts fonctionnaires (préfets, hauts commissaires, ambassadeurs...)

Il est le chef des armées

Il peut dissoudre l'Assemblée nationale

Il promulgue les lois et signe les ordonnances

Il peut soumettre à référendum certains projets de loi

Il possède le droit de grâce

La président de la République est également le représentant de la France à l'international, qui est

presque sa prérogative principale. Ça fait beaucoup pour un seul homme, comme dirait l'autre... Rappelons tout de même que le président ne décide rien seul.

Des aménagements qui renforcent le pouvoir

Avant 1995, l'élection du président de la République avait lieu tous les sept ans. Les élections législatives, elles, avaient lieu tous les cinq ans. Conséquence, il était fréquent de voir des cohabitations : comprenez, un président de droite, et une Assemblée nationale de gauche, ou l'inverse. C'était sans compter sur le président de TOUS les Français, a.k.a Jacques Chirac. Dans sa grande clairvoyance politique, celui qui a été président entre 1995 et 2007, convoque un référendum constitutionnel en 2000, et propose le quinquennat pour le président de la République, plutôt que le septennat. Proposition acceptée par les Français.

En 2002, l'élection présidentielle, et les élections législatives se jouent la même année. Résultat, sauf dissolution, les élections présidentielle et législatives se déroulent toujours la même année. Pire, à quelques semaines d'intervalle. Très logiquement, les électeurs élisent une majorité de députés favorables au président élu seulement quelques semaines plus tôt. Ainsi, le président dispose durant cinq ans d'une majorité claire, et disciplinée. Enfin, presque toujours.

La place du Parlement

En France les lois sont votées par le Parlement : l'Assemblée nationale une première fois, puis le Sénat, et enfin un retour à l'Assemblée, qui a toujours le dernier mot. L'article 20 de la Constitution précise que c'est «le Gouvernement qui détermine et conduit la politique de la Nation», et qui établit donc les projets de loi. Dans les faits, l'élection du président de la République étant tellement importante en France, notamment du fait du suffrage universel, et les programmes souvent très fournis des candidats, donnent la légitimité au président élu de mener la politique de la Nation, même s'il affirme toujours que c'est le gouvernement qui est en charge. En d'autres mots, le chef de la majorité officiel, c'est le Premier ministre, le chef de la majorité officieux, c'est le Président.

Emmanuel Macron pourrait ne pas avoir de majorité

Depuis le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral en 2002, le président élu en mai a toujours obtenu une majorité absolue de députés en juin. Mais 2017 pourrait changer la donne. «La République en marche», le mouvement d'Emmanuel Macron n'a qu'un an d'existence, et s'appuie sur un fort renouvellement pour ses 577 candidats aux législatives (seulement 5% sont des députés sortants), et certains ont peu d'ancrage local. Un désavantage face aux partis

historiques, comme le Parti Socialiste, le parti Les Républicains, ou même le Front National qui n'a cessé de voir son nombre d'élus locaux augmenter depuis 2012.

Et puis, il y a le manque d'adhésion au projet d'Emmanuel Macron. Beaucoup de ses électeurs du second tour ont voté «contre» Marine Le Pen plutôt que pour lui. Sans compter, entre l'abstention, les votes blancs et nuls, que 35% des électeurs Français n'ont pas exprimé de vote au second tour, contre environ 25% au premier tour. Une entrée significative de députés Front National, de la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon, et un retour en force des Républicains débarrassés de François Fillon pourrait priver Emmanuel Macron d'une majorité à l'Assemblée nationale. Et ainsi l'empêcher de gouverner. Pire, Les Républicains pourraient obtenir une majorité absolue à l'Assemblée nationale, obligeant le Président à vivre la première cohabitation depuis la fin du gouvernement Jospin en 2002.

Un nécessaire changement des institutions ?

Contrairement encore une fois à la majorité de nos voisins européens, les élections législatives en France ne se jouent pas à la proportionnelle. Il n'y a pas une élection, où chaque parti propose une liste nationale de 577 députés, ce qui donne ensuite un Parlement représentatif des forces politiques à l'issue d'un seul tour de scrutin. En France, il y a 577 députés, et donc, 577 élections, sur le mode du scrutin uninominal à deux tours.

Pour certains, c'est un vrai problème démocratique. François Bayrou qui a été trois fois candidats à la présidentielle, réussissant même à se placer troisième en 2007, avec 18,5% des voix, n'a vu qu'une poignée de députés de son parti élus lors des législatives. Il a toujours été partisan d'un système à la proportionnelle. Même son de cloche chez Jean-Luc Mélenchon, partisan d'une «6e République parlementaire». Et si, faute de majorité, Emmanuel Macron était obligé de mettre en place la proportionnelle ? La question se pose. Pour constituer une majorité de coalition, entre des députés de droite, et des députés de gauche.

Le vote blanc et l'abstention records lors de cette élection présidentielle ont mis en lumière un problème démocratique, une crise de représentation dans une partie de l'électorat français. Le plus dur reste donc à venir pour le président Macron. ■

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

COMME UNE IMPRESSION DE DÉJÀ VU

Même si une majorité de rédacteurs et de lecteurs de Maze était bien trop jeune en 2002 pour en garder un souvenir vif, force est de constater que les deux tours de l'élection présidentielle de 2017 ne sont pas sans évoquer ceux de 2002. Ce rapprochement n'est pas original, beaucoup d'autres médias l'ont déjà fait. Pourtant, si nous avons cette impression de déjà vu, elle a bien une origine quelque part. En effet, comme en 2002, on se retrouve avec un second tour entre le Front National et un-e candidat-e qui, bien que faisant partie des favori-e-s, ne suscite pas une adhésion majoritaire. Comme en 2002, le Front National n'est pas élu. N'allons pas trop vite en besogne, car pour autant, la situation a beaucoup changé en quinze ans.

Thomas Dufraine

Un contexte international inédit

Commençons par un petit rappel. En 2002, l'Europe sort à peine du conflit de l'ex-Yougoslavie, n'a pas encore connu de grande vague d'attentats. Cette année-là, Al Qaida est la grande menace internationale et on estime qu'elle sera contrée grâce à l'action de l'OTAN en Afghanistan. D'autre part, la construction européenne bat son plein. En 2002, rares sont les voix qui s'élèvent contre l'Union Européenne et l'intégration de la France dans celle-ci. Diplomatiquement ensuite, la France ne s'était pas lancée dans des interventions en Afrique et ne se retrouvait pas face à une politique agressive de la part de la Russie ni au nationalisme du Royaume-Uni.

En 2002, même si l'immigration était un phénomène bien réel, le monde ne faisait pas face à une crise telle que celle d'aujourd'hui avec les réfugié-e-s venant, entre autres, de Syrie, d'Irak, d'Érythrée, d'Afghanistan ou du Soudan. Nous étions alors dans un processus relativement normal de migration des peuples et pas face à une majorité de migrant-e-s politiques et déplacé-e-s de guerre. Aujourd'hui, plus d'un million et demi de personnes ont fait une demande d'asile en Europe, dont un million pour 2015 seulement (année du pic d'arrivées).

Enfin, le monde aujourd'hui ne fait plus face à une organisation terroriste comme Al Qaida, ce qui était le cas en 2002. Aujourd'hui, la grande coalition mondiale se bat contre Daesh, enfant d'Al Qaida, qui non seulement est une organisation terroriste, mais s'est aussi constituée comme un véritable état autoritaire, contrôlant un territoire réparti entre la Syrie et l'Irak. Cette situation est donc radicalement différente, car en se présentant comme un nouveau califat, Daesh se constitue en état indépendant et non plus en organisation criminelle. Ainsi, les dirigeants de ce groupe tentent de renforcer leur légitimité et changent donc la dimension du conflit.

Une France chamboulée

Aujourd'hui, on ne peut affirmer que la France est dans un état paisible. Alors qu'en 2002 seuls quelques attentats avaient été perpétrés par des terroristes corses ou d'extrême droite, une telle menace nous semblait assez lointaine. Depuis janvier 2015 il en est autrement. La France a été plusieurs fois attaquées sur son sol par des agents de Daesh, faisant plusieurs centaines de morts, notamment le 13 novembre 2015 à Paris (130 victimes et 413 blessé-e-s) et le 14 juillet 2016 à Nice (86 victimes et 458 blessé-e-s). C'est d'ailleurs suite à cette première date que la France entre



Jack Guez, Eric Federberg, François Guillot, Joel Saget/AFG/GuettyImages

en état d'urgence (qui n'a plus d'urgence que le nom étant donné qu'il dure depuis lors - soit 545 jours à l'écriture de ces lignes).

La France est donc non seulement soumise à une plus grande menace terroriste qu'il y a 15 ans, mais aussi à une pression migratoire plus grande et en état d'urgence, ce qui permet aux forces de polices, de renseignement et au gouvernement de disposer de pouvoirs supplémentaires. Loin d'assurer une paix plus forte, cette situation met la France sous pression, avec des polici·ère·er·s et des militaires surmené·e·s, une surveillance généralisée et une certaine conscience de menace constante. Ceci a par ailleurs mené plus ou moins directement à un durcissement de l'encadrement des manifestations.

Tout d'abord interdites, les manifestations sont aujourd'hui autorisées (bien qu'elles soient particulièrement évaluées et triées avant). Cependant, les derniers mouvements sociaux ont montré que les violences policières et avec elles la violence des manifestant·e·s se sont vivement durcies. Ainsi, on a déploré beaucoup de blessures graves comme les brûlures d'un CRS ou l'éborgnement d'un manifestant. En plus de cela, la police a été mise en cause dans des affaires de meurtres et de viol (respectivement Adama Traoré et Théo L.). La France d'aujourd'hui est donc, dans les faits, beaucoup plus sous pression que la France de 2002.

Un corps électoral renouvelé

Non seulement la situation du monde et celle de la France étaient très différentes il y a 15 ans. Un autre élément primordial qui n'a pas été souvent relevé est pourtant significatif d'une situation très différente. Entre 2002 et 2017, 15 nouvelles promotions de votant·e·s ont pu avoir leur carte d'électeur·rice. D'après les dernières statistiques de l'INSEE, les personnes ayant eu 18 ans depuis 2002 sont environ 11 millions. Rapporté·e·s à la population totale en âge de

voter, toujours d'après l'INSEE, elles représentent un petit peu plus de 20% de l'échantillon.

Ainsi, même si l'abstention est plus forte chez les jeunes, on peut considérer qu'une part non négligeable des votant·e·s ne faisaient pas partie du corps électoral. Ces personnes ont donc toujours connu, dans leur vie de jeunes adultes, le spectre de cette fameuse élection de 2002. Ce souvenir entretenait la vision de l'extrême droite aux portes du pouvoir, vision de plus en plus justifiée à mesure que les élections se succèdent. On se souvient notamment des dernières élections européennes qui virent le Front National arriver en tête, réunissant 25% des voix. Quelle que soit l'élection concernée, il est habituel de rejeter la faute sur l'abstention. Pourtant, même si elle atteint des sommets, considérer que l'abstention est le facteur déterminant dans la montée de l'extrême droite est inexact et dangereux car détourne des problématiques réelles.

En effet, si l'abstention ne participe pas au Front Républicain face au Front National, elle n'alimente pas, pour autant, ce dernier. Elle est plutôt un des signes que la démocratie française traverse une crise, manifestée par une forte baisse de confiance des électeurs et électrices et un désintéressement vis à vis de la vie politique. Ainsi, tout discours se vaut, la presse perd toute légitimité et des idées fausses voire farfelues progressent dans l'opinion. C'est ainsi que l'on a abouti aujourd'hui à une campagne imprégnée jusqu'à sa substantielle moelle par la désinformation, les mensonges et les approximations abusives.

Alors, n'en déplaise à celles et ceux qui pensent que les vieilles recettes politiciennes feront toujours leur office, il n'y a qu'à regarder à quel point la situation a évolué en quinze pour se rendre compte que la résolution de la crise que nous traversons ne se fera pas sans sortir des sentiers battus. ■

THE BLAZE - AU-DELÀ DES CODES

Emile Parsegian

En deux morceaux et deux vidéos, le duo français s'attaque sans en avoir l'air aux codes archaïques du clip tout en assumant des partis pris esthétiques et musicaux forts.

Depuis son apparition dans les années 80 et l'avènement de MTV, le clip tel qu'on le connaît actuellement a été source de railleries : passé le choc du Thriller de Michael Jackson réalisé par le génial John Landis, le clip est rapidement devenu (et souvent à raison) un format renégat, tout juste bon à promouvoir des tubes industriels produits à la chaîne. L'adjectif « clipsque » est même rapidement devenu péjoratif dans le domaine du cinéma, désignant des effets de mise en scène putassiers et grossiers (à ce titre, Danny Boyle est sûrement le cinéaste à avoir le plus été affublé, souvent à tort, de cet adjectif). Pourtant, si la plupart des clips sont en effet médiocres et se contentent généralement d'une mise en scène grossière et d'un play-back maladroit, ces dernières années ont vu une résurgence de clips créatifs, intelligents et formellement audacieux, rappelant les grandes heures des clips d'Enjoy the Silence ou de Hurt. A ce titre, on retiendra tout particulièrement la poésie macabre de Coronus the Terminator, le Groundhog day sous acide de Down on my luck, ou dans un tout autre registre le noir et blanc torturé et brutal de Comme Gucci Mane. Néanmoins, ces clips restent cantonnés à une fonction d'accompagnement, de support visuel censé favoriser la diffusion d'un single.

Et c'est là qu'arrive, un peu de nulle part, The Blaze. Sans qu'on sache grand chose sur eux jusqu'à une interview donnée dans les Inrocks le mois dernier, les deux cousins français font une entrée tonitruante dans le petit monde de la musique électronique française avec deux singles accompagnés de deux vidéos : Virile et Territory. Il est difficile de véritablement qualifier les deux vidéos sorties de clips, tant le travail de The Blaze apparaît comme une hybridation fascinante et assez inédite entre vidéo et son. D'un côté, les deux singles séduisent immédiatement musicalement : percussions 808, synthés planants, voix grave et chaude électronique, paroles entêtantes... De l'autre, les clips témoignent d'un talent de mise en scène évidente : corps en effervescence, plans longs et travellings virtuoses, performances d'acteurs puissantes (notamment dans Territory)... Mais malgré ces qualités

propres, ce qui fait véritablement la force de The Blaze est dans l'alliance de ces deux formes d'expression. Ici, la musique ne fait pas office de simple bande-son et le clip de simple support vidéo, non, Virile et Territory sont de véritables œuvres transmédias, où la musique et la vidéo s'unissent pour constituer un assemblage complexe aussi intelligent que sensible.

Ainsi, quand le protagoniste de Territory se bat contre un adversaire invisible dans les rues d'Alger en synchronisation avec les élans du synthétiseur, il ne s'agit pas simplement d'un effet grossier, mais bien d'une évidence. La musique devient le vecteur de l'inexprimable, et permet d'exprimer la puissance de ce retour au pays de manière bien plus immédiate que n'importe quel court-métrage. De la même manière, la danse-bagarre des deux personnages de Virile explore une relation aussi touchante qu'ambigüe entre amitié et amour, que les paroles du morceau viennent renforcer, notamment grâce à un dernier couplet faisant office de formidable twist. Il y'a quelque chose de profondément physique dans la démarche de The Blaze, tant leur travail est un investissement et une sublimation de corps et de lieux délaissés par la musique électronique et le cinéma français : barre d'immeuble de banlieue, jeunesse maghrébine... Il y'a dans cette représentation sensible et sensorielle de ces territoires et de ces corps une volonté de renverser les codes établis et attendus, un peu à la manière dont DJ Mehdi faisait la fusion entre la french touch et le hip-hop, sans pour autant avoir de véritable discours politique : non, la démarche de The Blaze semble plutôt obéir à la vision du monde du personnage d'Anna Karina dans Vivre sa vie : « Après tout, tout est beau, il n'y a qu'à s'intéresser aux choses et les trouver belles ». Et tant pis si cette démarche unique et audacieuse n'est peut-être pas forcément compatible avec une logique commerciale à long terme (on imagine difficilement un album entier adapté à cette forme, surtout au vu des 13 mois qui séparent la sortie des deux clips), mais s'il ne devait rester que ces deux clips et leur EP sorti début avril, The Blaze resterait sans doute un des groupes les plus intéressants et novateurs de ces dernières années. ■



The Blaze

GUILLAUME PERRIER : «AUJOURD'HUI, S'OPPOSER À LA VOLONTÉ DU SULTAN, C'EST SIGNER SON ARRÊT DE MORT»

Le 16 avril dernier, lors du référendum sur le projet de révision constitutionnelle, 51,4% des citoyens turcs ont décidé d'accorder les pleins pouvoirs à leur président, Recep Tayyip Erdoğan. Afin de comprendre les conséquences d'un tel événement, nous avons rencontré Guillaume Perrier, journaliste spécialiste de la Turquie et du Moyen-Orient.

Julia Prioult



La légalisation d'un processus déjà en place

Pour Guillaume Perrier, le référendum n'est rien d'autre que « l'aboutissement d'un processus de présidentialisation des institutions » en place depuis les élections législatives de 2011, date à laquelle Erdoğan faisait déjà clairement comprendre son objectif de devenir président de la République. Dès 2007, il avait essayé de prendre la présidence du pays avec, déjà, cette idée d'un Etat fort, dirigé par un homme fort, à l'image de ce qu'avait pu être Atatürk. Malgré quelques obstacles à sa quête de pouvoir entre 2011 et 2015, « l'objectif a toujours été de mettre en oeuvre cette réforme », selon le journaliste. Après avoir échoué, en 2015, à obtenir les deux tiers des votes des députés, il décide de mettre en place un référendum populaire,

qu'il remporte le 16 avril dernier avec plus de 51% de voix.

Pourtant, dans les faits, la situation ne va pas réellement changer. Bien que les pleins pouvoirs aient été accordés au président turc, « il exerçait déjà de cette manière depuis un moment ». Pour Guillaume Perrier, le véritable changement se trouve dans le fait qu'il abusait jusqu'ici de son pouvoir en violant la Constitution alors qu'il peut désormais le faire en toute légalité, « en respectant l'équilibre des pouvoirs tel qu'il l'a décidé ». Le véritable problème se trouve au niveau des institutions qui se voient constamment réformées et/ou réprimées. Les gens n'ont pas d'autre choix que d'obéir. Certains le font par conviction ou par zèle et opportunisme, d'autres - et ceux là représentent la majorité de la société turque - le font parce qu'ils ont

peur. Peur de se faire licencier, emprisonner, torturer. Que ce soit au niveau de l'Assemblée nationale, du gouvernement, des médias, de l'éducation ou encore de la justice, « il n'y a plus de contre-pouvoirs devant Erdogan ».

Une résistance réduite au silence

« Les formes de résistances habituelles telles que le militantisme, le syndicalisme et les mouvements étudiants sont les premières victimes de la répression. » Le gouvernement a en effet compris que tout se jouait dans cette part de la société et cherche à casser la mobilisation actuellement en place. Fin 2016, les autorités avaient déjà arrêté plus de 50 000 personnes, dont une majorité de fonctionnaires, enseignants et universitaires. Et les chiffres ne cessent d'augmenter un peu plus chaque jour. Pour Guillaume Perrier, ces purges ne sont pas près de s'arrêter : « Sous couvert d'éliminer le mouvement Gülen, on en profite pour se débarrasser de tous les opposants, qu'ils soient Kurdes, laïcs ou encore kémalistes. »

Le journaliste nous explique que des espaces de résistances sont encore présents dans la société turque mais que ces derniers se voient constamment réduits et rejetés de l'espace public. Car, bien que certaines formes de résistances ne soient pas forcément politisées, elles s'opposent tout de même à la dérive actuelle et,

« Aujourd'hui, s'opposer à la volonté du sultan, c'est signer son arrêt de mort. »

Alors, on résiste chez soi, de manière individuelle, « en veillant à bien fermer la porte à double tour. »

Un avenir pour le moins incertain

Sur la scène nationale et internationale, l'avenir de la Turquie risque de prendre un tournant décisif dans les prochains jours. En ce qui concerne le processus d'adhésion à l'Union européenne, Guillaume Perrier est sans appel : « Les négociations sont d'ores et déjà rompues. Les deux parties essayent seulement de préparer la manière dont va se passer la rupture, mais il me semble qu'elle est déjà acquise. » Pour lui, afin de réduire le cadre des négociations sans pour autant les rompre de manière formelle, un véritable jeu diplomatique s'est installé depuis quelques années entre la Turquie et l'Europe. Tandis qu'Erdogan utilise la provocation de manière ouverte - « Ce qu'il a fait pendant sa campagne référendaire en traitant les pays européens de nazis était une manière de les provoquer et, dans un même temps, de provoquer cette rupture. » - l'Union européenne reste campée sur ses positions et attend seulement un élément déclencheur, dont le plus probable serait le référendum sur la peine de mort annoncé par le président turc, pour signer la fin des négociations.

Prochainement, deux événements risquent d'impacter la Turquie ainsi que la situation géopolitique du Moyen Orient. Le 3 mai, une rencontre avec Vladimir Poutine au sujet des « relations bilatérales, la situation en Syrie et les questions internationales » (source TRT). Le 16, la très attendue rencontre avec le président américain Donald Trump, juste avant le sommet de l'OTAN. Pour le journaliste, « cette séquence est primordiale pour la Turquie puisqu'elle a annoncé le lancement d'une nouvelle opération militaire en Syrie et en Irak pour éliminer la menace d'un territoire autonome Kurde ». Cependant, elle ne peut le faire sans l'accord des Américains, qui sont, pour l'heure, défavorables à cette dernière puisqu'ils soutiennent les Kurdes dans la reconquête de Raqqa, en Syrie. « La question est donc de savoir jusqu'où va aller cette protestation. Est-ce que Trump va réussir à faire plier Erdogan sur la question kurde ? Et si oui, que va-t-il lui donner en échange ? » Encore une fois, un véritable marchandage politique va se mettre en place. Quoi qu'il en soit, selon Guillaume Perrier, « il va se jouer quelque chose d'extrêmement important durant cette rencontre, de laquelle sortira le futur conflit ou le futur équilibre -instable- du Moyen-Orient. » ■

HFR 3D - LA RÉVOLUTION CINÉMATOGRAPHIQUE A EU LIEU, MAIS VOUS NE L'AVEZ PAS VUE

En février dernier sortait sur nos écrans un film passé quasiment inaperçu, mais qui sera sorti de l'oubli par les futurs historiens du cinéma. Après avoir repoussé les limites des effets spéciaux et de la 3D avec L'Odyssée de Pi, Ang Lee a réalisé Un jour dans la vie de Billy Lynn. Mais cette fois c'est sur la nature même de ce qu'est le cinéma que porte la révolution. Hélas la France, comme la majorité du monde, n'a pu vivre ce bouleversement.

Nicolas Renaud

Convention

Le cinéma n'est au fond qu'un enchaînement de photographies. Lorsqu'on les fait défiler rapidement notre cerveau a l'impression de voir du mouvement sur l'écran. Il faut donc qu'il y ait suffisamment d'images pour que cette illusion opère. Mais plus il y a d'images, plus il y a de bobines et donc plus le coût du film augmente. D'autant qu'en plus de la piste image, il y a la piste son.

A l'arrivée du parlant l'industrie a trouvé un compromis et a fixé le nombre d'images par seconde à 24. Ce choix n'a donc pas été fait selon des considérations

artistiques, mais uniquement industrielles. Cette norme n'a jamais été remise en question (à part à la télévision et les jeux vidéos) et avec le temps elle s'est imposée comme une convention intouchable. Le cinéma est synonyme de 24 images par seconde, un point c'est tout.

Avec la disparition progressive de la pellicule et l'essor du numérique, toutes ces questions n'ont plus à se poser. La technologie permet d'emmener l'image vers un champ encore jamais exploré.

En 2012 est sorti le premier volet de la trilogie du Hobbit. Pour l'occasion, Peter Jackson a voulu



Les premiers pas du HFR 3D sur le plateau du Hobbit - Copyright warner bro

expérimenter en filmant les trois films non pas avec 24 images, mais 48 images par seconde, en 3D. C'est ce que l'on a appelé le High Frame Rate 3D. Les réactions du public ont été diverses, et certaines ont marqué un rejet violent.

On ne change pas un siècle de cinéma aussi facilement. Mais une convention en tant que telle, appelle à évoluer, à être remise en question.

Insuffisance

Avec *Un jour dans la vie* de Billy Lynn Ang Lee a décidé d'aller encore plus loin en filmant 120 images par seconde. Mais ce choix est-il motivé simplement par mégalomanie ou par un vrai intérêt cinématographique? Après tout, pourquoi changer une règle qui a très bien marché jusque-là?

Un plan de 24 images par seconde est loin d'être parfait. Le plus gênant étant le motion blur, c'est-à-dire le flou de mouvement. Avec un personnage qui s'agite et une caméra qui bouge, l'image diminue en lisibilité. C'est autant d'informations que le spectateur perd. A cause de cet inconvénient la mise en scène du réalisateur va être limitée.

L'autre point négatif est apparu dernièrement avec la 3D. L'image en relief se marie difficilement avec le 24 images par seconde. C'est à cause de cela que certains ont des maux de tête et une sensation de fatigue à la sortie de la projection.

(R)évolution

En augmentant la fréquence, on augmente la netteté de l'image. Cela favorise une plus grande immersion du spectateur puisque l'image se rapproche de celle perçue par l'œil. On peut ainsi imaginer toute la liberté qui s'offre au réalisateur dans sa mise en scène. Notre rapport à l'image étant bouleversé, tout est à repenser. Le langage même du cinéma est à reprendre de zéro.

Certains cadrages étaient jusqu'ici délicats. Dans le film de Ang Lee, on pense notamment aux très nombreux regards caméra des personnages, en plan rapproché. Dans une projection standard, cette mise en scène peut vite paraître artificielle. Mais ici la proximité du HFR allié à la 3D doit très certainement être déchirante.

Si on parle de révolution c'est parce que tous les métiers liés à la fabrication d'un film sont impactés, à commencer par le chef opérateur. Comme le dit le directeur de la photographie Demetri Portelli (déjà à l'œuvre de l'excellente 3D de Hugo Cabret) : « traditionnellement, le directeur de la photographie doit donner, grâce à sa lumière, de la profondeur à une image qui sera plate. Or, en relief, vous avez d'office les informations liées à la profondeur, donc vous pouvez travailler la lumière autrement »*. Par exemple, éclairer grossièrement l'arrière-plan n'est plus suffisant, il est nécessaire d'avoir plus de détails et de nuances.

L'accroissement de précision influe également sur le rythme du montage. Avec plus de détails, le spectateur a besoin de plus de temps pour lire l'image dans son intégralité. Les plans doivent donc être plus longs. Que ce soit au niveau du maquillage, des costumes, du jeu d'acteur, de la décoration : tout doit faire vrai, il n'y a pas le droit à l'erreur.

Hélas une telle expérience ne sera pas venue jusqu'à nous. Le distributeur n'a permis à aucun cinéma en France de projeter *Un jour dans la vie* de Billy Lynn dans les conditions dans lesquelles il a été tourné. Ainsi la vision du film en 2D et 24 images par seconde est d'autant plus frustrante car incomplète. C'est comme voir *Suspiria* de Dario Argento en noir et blanc.

Mais le HFR 3D n'a pas dit son dernier mot. James Cameron a déjà prévu de tourner en partie les quatre suites d'*Avatar* en 48 images par secondes. On aurait aimé que le Roi d'Hollywood profite de son influence (comme avec la 3D) pour élever la fréquence d'images encore plus haut.

La révolution est déjà là, espérons ne pas avoir à attendre encore trop longtemps pour la découvrir.

*Interview dans *Trois Couleurs*, n°147, décembre 2016



Ang Lee à la découverte du HFR 3D - Copyright Sony Pictures Releasing GmbH

RENCONTRE AVEC MARION JHÖANER, JEUNE RÉALISATRICE À LA SENSIBILITÉ PROMETTEUSE

En février dernier, au cinéma La Clef à Paris, Marion Jhöaner projetait son premier court-métrage *Fruit défendu* (avec Zoé Héran (Tomboy), Céline Jorrior et Jade Hénot). L'occasion pour nous d'échanger avec cette jeune réalisatrice autour de son parcours et de son rapport au cinéma.

Eloïse Bouré

Le parcours de Marion Jhöaner est plutôt atypique : sortie des Beaux-Arts de Clermont-Ferrand et actuellement étudiante aux Arts Décoratifs de Paris, sa formation initiale est plutôt dirigée vers la photographie et l'art contemporain. Cependant, ses principaux projets sont à présent des courts-métrages de fiction, et c'est à travers le médium cinématographique qu'elle trouve un terrain d'expression de choix.

Le cinéma, pour toi, c'était un rêve d'enfant ?

Ce n'était pas un rêve d'enfant dans le sens où je ne me suis jamais dit consciemment, très tôt, que je voulais faire du cinéma. En revanche, j'ai passé mon enfance à Clermont-Ferrand, qui accueille un festival international du court-métrage très important, que je fréquente chaque année. J'ai grandi dans une maison qui a failli être louée pour le tournage d'un long-métrage, qui se situe à côté d'un château ayant été l'un des décors pour *Les Choristes*... Ça m'a marquée, sans aucun doute. Mon entourage n'était pas tellement cinéophile, et pourtant je me suis très vite intéressée à l'envers du décor du cinéma. Sans compter que j'ai eu la chance faire partie de la jeune génération qui a grandi en découvrant la trilogie des nouveaux *Star Wars*, du *Seigneur des Anneaux* et les débuts de *Harry Potter*... J'ai toujours été très impressionnée par la longueur de leurs génériques, avec ces milliers de personnes dont le travail converge vers un même résultat, ça me fascine, je trouve ça très fort. Alors je regardais les making-of en boucle, je voulais faire partie d'une de ces grandes aventures communes, mais cette envie n'a été verbalisée que plus tard. J'ai mis du temps à m'en rendre compte, bizarrement, et cela m'a fait passer par des chemins différents.

Comment s'est passé le processus de création et de production de ton premier court-métrage ?

Techniquement, *Fruit Défendu* n'est pas mon premier projet de cinéma. Avant d'écrire le scénario, j'étais déjà en train de développer un autre court-métrage

avec la société de production *Progress In Work*, et ça prenait beaucoup de temps avec les délais des demandes de financements publics. *Fruit Défendu* a donc été l'occasion pour moi de me lancer dans quelque chose de plus spontané. J'ai écrit le scénario seule, et commencé à réunir une équipe, notamment Louis Bergogné et Adriano Cerone avec qui j'avais déjà travaillé. Si j'ai eu la chance de savoir très tôt la participation de Zoé Héran pour le rôle de Sam, j'ai rencontré plusieurs personnes pour le rôle de la mère et de Jade avant de trouver Céline Jorrior et Jade Hénot. Et puis il se trouve que trois jeunes producteurs se sont joints au projet pendant la préparation, sous le nom de *Mamytonic*, et ils ont pris en charge toute l'organisation du tournage. Ensemble, nous avons mis en place un financement participatif, et seulement quelques mois après la naissance du projet, nous étions en tournage. J'ai aussi rencontré Philippe Nessler, qui a pris en charge la distribution du film en faisant un travail remarquable.

Comment se passe la collaboration avec un chef opérateur quand tu as toi-même une formation et une culture de l'image ?

Ce n'est pas toujours simple pour moi de lâcher prise... C'est Louis Bergogné qui était le chef-opérateur du film. C'est quelqu'un de très ouvert et très calme. J'avais déjà travaillé avec lui en amont et il savait que je suis photographe. Comme j'avais tout storyboardé, j'avais des cadres très précis en tête et j'étais très minutieuse là-dessus. Nous en avons discuté avant le tournage, et bien sûr pendant les repérages. Il a entièrement travaillé la lumière, et c'était toujours lui qui tenait la caméra ; c'était une bonne chose de pouvoir être plus présente avec les acteurs.

Comme nombre de milieux, le cinéma est une industrie très sexiste... Ça se ressent quand on est une jeune réalisatrice ?

Des propos sexistes, oui, j'en entends assez régulièrement... De personnes qui se présenteraient

comme étant féministes, même ! Je n'ai pas d'éléments de comparaison pour savoir si l'on me fait moins confiance qu'un homme, à compétences égales, mais il est arrivé qu'on me parle de façon très familière, ou très paternaliste. Ce sont des remarques parfois minimales, pas toujours méchantes ou vulgaires, parfois simplement déplacées mais ça suffit à me mettre en colère. Le problème, c'est qu'en tant que femmes, on est habituées très tôt à recevoir ce genre de remarques, dans un cercle professionnel ou privé. On peut avoir du mal à réagir sur le moment, puisqu'on a grandi avec des mots qui deviennent normaux. Je me bats beaucoup contre ce réflexe de «non-réaction» de ma part.

Il y a cette idée tenace selon laquelle il y aurait des « films de femmes »... Quel est ton ressenti face à ça ?

Ce n'est pas parce qu'on est une femme qu'on réalise un film qui contient des caractéristiques dites « spécifiques » à notre genre. On n'est pas cantonnée à une douceur particulière, juste parce qu'on est une femme. Le genre ne conditionne pas le film que l'on va faire, ni comment on va mettre une histoire en scène. L'expression « films de femmes » en particulier, c'est

un terme assez agaçant. C'est comme si le film était davantage montré dans un objectif de parité, plutôt que pour ses qualités cinématographiques. Et en même temps, comment contrer le sexisme, si l'on n'accélère pas les choses en diffusant davantage de films réalisés par des femmes, dans le cadre de projections qui luttent justement contre cette discrimination ? C'est délicat.

J'ai lu récemment que s'il y avait peu de réalisatrices dans les films de genre, c'est qu'elles investissent davantage le cinéma d'auteur, qui nécessite moins de subventions. Non pas par choix, mais parce qu'on attribue des budgets beaucoup moins conséquents à des femmes qu'à des hommes. Maintenant, je crois qu'il y a de plus en plus de réalisatrices qui s'imposent en France, et j'espère que c'est quelque chose qui évoluera encore, car même si nous sommes le pays le plus en avance concernant la place des femmes derrière les caméras, c'est loin d'être assez. ■

Marion Jhœaner prépare actuellement son prochain court-métrage, Sur la terre des orages. Vous pouvez retrouver toutes les informations sur son premier film, Fruit Défendu, sur la page facebook dédiée.

Zoé Héran et Céline Jorrior dans Fruit Défendu, de Marion Jhœaner- Copyright MAMYTONIC FILMS



THÉÂTRE - « L'ÂGE LIBRE » À LA REINE BLANCHE : CINQ FEMMES PUISSANTES

Hortense Raynal

Cinq jeunes femmes reprennent à leur sauce Les Fragments d'un discours amoureux de Roland Barthes. C'est le spectacle « L'Âge libre », créé par la Compagnie Avant l'aube qui se joue à La Reine Blanche en ce moment et jusqu'au 10 juin 2017. « Encore une pièce de plus sur le sujet », « pourquoi encore et toujours parler d'amour », direz-vous peut-être. « Car le temps de l'amour, c'est long et c'est court, ça dure toujours, on s'en souvient... » mais surtout parce que cette fois, tout sera dit...

Un théâtre effronté qui parle crûment du désir féminin

Les comédiennes entrent en scène l'air déterminé, prêtes à boxer, et pour cause, le décor est un ring de boxe. On ne peut que penser au mot de Ionesco : « Il faut aller au théâtre comme on va à un match de football, de boxe, de tennis. » Tout séduit déjà, la lumière rouge façon cabaret ou night-club, les costumes de boxeuses, les expressions de leur visage effronté. Pendant une heure, Lucie Leclerc, Agathe Charnet, Lillah Vial et Inès Coville, sous la houlette de la metteuse en scène Maya Ernest, vont enchaîner à bâtons rompus avec une énergie folle et un humour décapant des scènes de la vie amoureuse, sexuelle, sentimentale (et non pas conjugale, comme chez Bergman). Roland Barthes fournit les concepts, mais le théâtre fait le reste. Le chant et la danse s'invitent à la fête. Et la magie opère. Les chansons, accompagnées par le violoncelle d'Inès Coville et qui font montre d'une technique vocale maîtrisée, n'y sont pas pour rien.

Il n'y a pas que les voix : les corps aussi évoluent sans contraintes...

Le désir fait alors irruption, en compagnie du rêve et de la joie, mais aussi du déni, de la colère, de l'angoisse, des pleurs et du reste. Toutes ces choses, les figures de « L'Âge libre » les disent sans ambages. Quelle libération ! Les bouches se délient, la sexualité est dite sans voiles, les mots sont crus, et ils sont beaux précisément pour cela. Cette crudité n'est pas sans rappeler le style d'Annie Ernaux, qui est une auteure importante dans l'imaginaire de la troupe. Mais il n'y a pas que les voix : les corps aussi évoluent sans contraintes, comme des corps de femmes à un âge libre, des corps de femmes qui en ont assez d'être mises dans des cases, des corps de femmes dont le désir est puissant. Des phrases coup de poing, remettant en cause la sexualité normée et lissée telle qu'elle est trop souvent représentée, rythment le spectacle, interpellant ainsi le public et invitant à réfléchir. Car ce « moment d'émulsion collective » qu'est la pièce, comme le dit Agathe Charnet, est sûrement une fête insouciant et une libération joyeuse, (les parodies jouissives de certains clichés font hurler de rire) mais il est aussi lourd de sens et s'insère dans une réflexion plus sérieuse et globale sur le genre et l'image des femmes, entre autres.

L'Âge libre est donc un spectacle aussi rafraîchissant qu'intelligent. Un spectacle à l'esthétique remarquable et au texte éloquent, mettant en lumière les paradoxes et les heurts de toute une génération de femmes, mené par des comédiennes aussi surprenantes que touchantes. Un

spectacle piquant et provocant, mêlant finesse d'analyse et extravagante folie. Un spectacle libre.

Paroles de femmes : les artistes répondent aux questions de Maze

Que signifie l'Âge libre ?

Maya Ernest : « L'âge libre avant la vie domestique », ce sont les paroles d'une chanson du groupe Feu!Chatterton. En les écoutant, je me disais : est-ce le nôtre, cet âge libre ? C'est l'âge où l'on n'a pas encore renoncé. J'espère qu'il peut être éternel.

Lucie Leclerc : Je crois qu'il est éternel !

Inès Coville : L'Âge Libre c'est la folle jeunesse et ses possibles. C'est un art de vivre et un choix aussi. A chacun.e son âge libre. Pour nous c'est presque un blaze. En tout cas c'est un bel adage.

Lillah Vial : C'est une période où notre rapport à la sexualité est libre et fou, où l'avenir est encore ouvert et où tout est encore possible...

Agathe Charnet : C'est cette période de latence entre 20 et 30 ans où tu es souvent un peu trop vieille pour être totalement naïve et un peu trop jeune pour t'engager !

Quel a été le processus d'écriture ?

Maya : Nous avons sélectionné des Fragments puis travaillé sur la ré-écriture ou à partir d'un mot. Nous avons aussi travaillé au plateau à partir d'improvisation. J'aime voir l'écriture se former sous les yeux. Nous partions toujours de choses très intimes. L'impudeur de ce travail nous a toutes changées profondément. Aujourd'hui ces textes nous semblent loin, presque étrangers. Nous les modifions souvent depuis 2 ans pour rester vivantes je crois !

Lillah : Les fragments de Barthes m'ont beaucoup touchée parce que la plupart des fragments faisaient étrangement écho à mes propres expériences. Mais on s'est vite rendu

compte que Barthes résistait au plateau ! Et on s'en est finalement davantage détachées.

Votre féminisme à chacune en quelques mots ?

Maya : Le féminisme c'est se sauver soi-même. Désirer autrement. Ne plus être une muse. Être désirante. Libre dans son désir. Et surtout considérer les hommes différemment. Créer une union des luttes car les hommes aussi sont opprimés. Marguerite Duras est pour moi une référence de féminisme. Elle était libre. Terriblement.

Lucie : Mon féminisme est multiple. Je crois que le définir serait complexe. Je ne suis pas une militante mais en réalité je vis en féministe, selon mes idées et convictions de ce qui est juste. Peut-être je suis plus engagée en général que simplement féministe, le féminisme étant un combat que je soutiens, auquel je participe mais qui est inhérent à d'autres luttes globales, et à une recherche de reconstruction sociale et même intime du féminin.

Inès : Mon féminisme ça a d'abord été une prise de conscience, très personnelle, et puis j'ai compris qu'il y avait des forces qui dépassaient les individus, que cela s'inscrivait dans une histoire. Mon féminisme est en mouvement. Je ne suis pas dans la doctrine, je cherche et je m'interroge. Le féminisme n'est pas mon prisme unique de vue. Quand j'ai commencé à m'intéresser aux études de genre et au féminisme, j'étudiais aussi les Black studies aux Etats-Unis, et je découvrais le mouvement queer. Pour moi ce sont des combats, des dynamiques qui s'équivalent et se croisent. Les oppressions et les causes se dessinent sur différents critères.

Lillah : Chacune conçoit le féminisme de manière différente dans la troupe ! Pour moi, c'est la nécessité de s'engager pour lutter contre les inégalités entre les sexes. Ce n'est certainement pas d'écraser et de fustiger les hommes, mais d'encourager les femmes à s'affirmer et défendre leurs droits. ■

Agathe : Effectivement, on a toute une façon différente de voir le féminisme dans la compagnie ! Toutefois, je dirais que le spectacle a éveillé collectivement nos consciences quant aux stéréotypes de genre, y compris dans nos vies intimes, et à la réappropriation du corps féminin par la femme et non plus pour le regard de l'homme (cf. Beauté Fatale de Mona Chollet !). Pour ma part, je suis une féministe engagée ! Je milite dans HF, pour l'égalité homme femme dans la culture, je compte bien embarquer les filles dans les Journées du matrimoine à la rentrée 2017. Dans mon autre métier, qui est le journalisme, je m'intéresse beaucoup aux questions de stéréotype de genre, surtout aux questions d'orientation et au plafond de verre. La féminisation des mots, c'est très important pour moi, surtout dans la culture où c'est encore compliqué ! Autrice, cheffe d'orchestre et metteuse en scène !

Que voulez-vous transmettre par votre spectacle ?

Maya : Je n'ai cessé de penser au public pendant les répétitions. Je ne voulais pas que l'ambition prenne le dessus sur la sincérité de notre démarche. Je voulais qu'on aime les comédiennes. Comme elles étaient.

Inès : La littérature, comme le théâtre, ça doit toucher, gratter, gêner, bouleverser. Je cherche à provoquer la surprise et le trouble. Si on peut toucher les gens, c'est déjà que c'est réussi.

Lillah : D'abord de la joie, je crois que la plupart des spectateurs-trices sortent de la salle avec le sourire : c'est important ! Également l'opportunité de réfléchir aux relations entre les êtres et celle de rire aussi de son propre quotidien. Enfin, l'opportunité pour les spectateurs-trices d'être touché-e-s par des situations qui résonnent dans leurs propres intimités.

Agathe : Je crois qu'on voulait surtout transmettre nos histoires, non pas notre intime ou nos vies, ça, on s'en fout, mais notre histoire collective, ce que c'est d'être une jeune femme en 2017 dans une grande ville, d'être une créature plus ou moins émancipée, sous contrôle reproductif et confrontée non stop au désir, à l'amour etc. et même obsédée par cela. Moi j'avais envie de parler de sexe, du fait que les mecs puissent déblander, que les femmes ont besoin de jouir, que leur désir est fort, très très fort, aussi fort que celui des hommes. Peut-être aussi qu'il ne nous est pas arrivé tant de choses que ça dans le fond pour le moment dans nos jeunes vies occidentales alors l'amour, le désir c'est une place démesurée dans nos vies, ça prend toute la place.

Retrouvé la troupe jusqu'au 10 juin, les mercredis, jeudis et samedis à 19h au Théâtre La Reine Blanche (2 bis passage Ruelle, 75018 Paris). ■

Il est à noter que «La Compagnie Avant l'aube» est à l'origine de la fabuleuse parodie de la pub DIM qui avait agité internet en 2016 et qu'elle sera également au festival d'Avignon cet été avec «L'Âge libre».



Compagnie Avant l'Aube - twitter

NOUS

Pourquoi pas vous ? maze.fr/recrutement

Directeur de la publication

Directeur de la rédaction

Baptiste Thevelein

Directeur-adjoint de la rédaction

Kevin Dufrêche

Directrice artistique

Christelle Perrin

Directrice de la communication

Sofia Touhami

Secrétaire de la rédaction

Thomas Dufraine

Pôle communication

Chloé Fougerais

Éléonore Saumier

Estelle Meulet

Marion Bothorel

Mélanie Nguyen

Roxane Thébaud

Rédaction en chef des rubriques

Paul De Ryck, actualité

Marie-Madeleine Remoleur, musique

Diane Lestage, cinéma

Marie Daoudal, littérature

Dorian Le Sénéchal, écrans

Myriam Bernet, art

Marie Puzenat, style

Secrétariat de rédaction

Anaïs Alle

Eloïse Bouré

Emma Henning

Johanne Lautridou

Marion Bothorel

Marion Zitoli

Sarah Francesconi

Rédaction

Agathe Hugel | Albane Akoun | Alénice Legoux | Alexandre Caretti | Alice Mugnier

Alix L'hospital | Amélie Lequeux | Anaëlle Féret | Anaïs Alle | Anthony Blanc | Antoine Demière

Ariel Ponsot | Arthur Martineaud | Arthur Sautrel | Astrig Agopian | Camille Poirier

Cassandra Tarvic | Céline Quintin | Cécile Truy | Charlotte Gaire | Charlotte Jouhanneau

Chloé Fougerais | Clélia Dehon | Clémence Thiard | Clément Delalande | Cléo Schwindenhammer

Dearbhla O'Hanlon | Diane Lestage | Dorian le Sénéchal | Eléna Koch | Eléonore Saumier

Eloïse Bouré | Eloïse Prével | Emma Henning | Emma Schler | Enora Héreus | Florent Norcereau

Florian Salabert | François Leclinché | Frédérique Patry | Guillaume André | Hortense Raynal

Jason Stum | Johanne Lautridou | Julia Prioult | Julie Hay | Julie Vrignaud | Juliette Krawiec

Justine Madiot | Laura Dulieu | Lauranne Wintersheim | Laurie Bonneau | Lisa Boquen | Lisa Tigri

Lisette Lourdin | Lisha Pu | Lola Fontanié | Louise des Places | Ludovic Hadjeras | Maëlle Nédélec

Manon Vercouter | Marine Roux | Marine Serre | Marion Bothorel | Marion Collot | Marion Danzé

Marion Zitoli | Marius Gaches | Mathieu Champalaune | Nicolas Renaud | Nicolas Fayeulle

Noa Coupey | Noémie Villard | Pauline Lorcy | Roxane Thébaud | Sarah Francesconi

Thomas Dufraine | Thomas Philippe | Victor Demenge | Victor Jayet-Besnard | Yolaïna Bar

Mise en page, graphisme et illustration

Christelle Perrin | Solène Lautridou | Victoria Stampfer



16-17-18 JUNE 2017

CLISSON FRANCE

Deep Purple



LINKIN PARK

PROPHETS OF RAGE
FEAT. MEMBERS OF RAGE AGAINST THE MACHINE, CYPRESS HILL & PUBLIC ENEMY

FIVE FINGER DEATH PUNCH

SLAYER

TRUST

ROB ZOMBIE
FULL US PRODUCTION - EUROPEAN EXCLUSIVE

ALTER BRIDGE

Sabatón

AIRBOURNE

IN FLAMES

STEEL PANTHER

MINISTRO

SAXON

W.A.S.P.

APOCALYPTICA

KREATOR

ROCK

DEVIN TOWNSEND PROJECT

UGLY KID JOE POWERWOLF QUEENSRYCHE PRETTY MAIDS EVERGREY JORN PHIL CAMPBELL & THE BASTARD SONS THE DEAD DAISIES AVATAR PRONG
WAKRAT ILL NIÑO OF MICE & MEN DEVILDRIVER MOTIONLESS IN WHITE SKINDRED BETRAYING THE MARTYRS THE DEVIL WEARS PRADA NORTHLANE
ANIMALS AS LEADERS TEXTURES SIDILARSEN MYRATH SHVPES ULTRA VOMIT SLYDIGS THE NEW ROSES JARED JAMES NICHOLS INGLORIOUS RAY BROWER

Opeth

Coroner

ALTOPSY

OBITUARY

ALESTORM

Behemoth

WARDRUNA

METAL CHURCH HIRAX SOILWORK NOSTROMO MARDUK SCOUR PAIN OF SALVATION CRYPTOPSY TURISAS
DEAFHEAVEN SANCTUARY PERTURBATOR CORVUS CORAX EQUILIBRIUM Belphegor TYR SKEPTICISM NAILS HATE ETERNAL KRISIUN
EXHUMED CRYPT SERMON DECAPITATED CHELSEA GRIN ALCEST GHOST BATH DODHEIMSGARD ARKHON INFAUSTUS
EREB ALTOR PRIMITIVE MAN VALKYRIJA REGARDE LES HOMMES TOMBER MONARQUE WORMED BEYOND CREATION GHOUL EMPTINESS CARCARIASS
SICK OF STUPIDITY PUTRID OFFAL VORTEX OF END WELICORUSS DELUGE MONOLITHE THE TRUE BLACK DAWN DEATHCODE SOCIETY MORTUARY

RANCID

Damned

SUICIDAL TENDENCIES

PRIMUS

SPARKY WHEEL

Blue Öyster Cult

THE DILLINGER ESC PLAN

HELMET CLUTCH MONSTER MAGNET BARONESS SLO BURN RED FANG CHELSEA WOLFE PENTAGRAM HAWKWIND
EVERY TIME I DIE TRAPPED UNDER ICE COMEBACK KID CANDIRIA AGNOSTIC FRONT LEFTÖVER CRACK KOMINTERN SECT
LES RAMONEURS DE MENHIRS TAGADA JONES THE BOUNCING SOULS ZEKE DRI DEEZ NUTS FRANK CARTER TRAP THEM WHILE SHE SLEEPS
BLOOD CEREMONY BONGRIPPER SUBROSA NOOTHGRUSH MONKEY 3 MARS RED SKY UFOMAMMUT VODUN IGORRR CRIPPLED BLACK PHOENIX
INTEGRITY BOOZE AND GLORY THE DECLINE! NO TURNING BACK INSANITY ALERT VERBAL RAZORS HARM DONE
THE VINTAGE CARAVAN SEVEN SISTERS OF SLEEP LOS DISIDENTES DEL SUCIO MOTEL VERDUN BRIGHT CURSE